



TOUT À JETER !



ÉVÉNEMENT PAGE 3

PAGES 6 - 7

PAGE 4

ET AUSSI

**LES 90 ANS
DE LA
RÉVOLUTION
D'OCTOBRE**

**À VOTRE
SANTÉ !**

**FORUM
SYNDICAL**

**BIRMANIE
PSA-CITROËN
STREIFF PARLE
LIBÉREZ
MARINA !**

Partisan sur le net



vp-partisan.org

NOUS SOMMES COMMUNISTES
VOIE PROLÉTARIENNE EST UNE ORGANISATION COMMUNISTE

COMMUNISTES, nous sommes convaincus qu'il y a un autre choix que d'accepter le capitalisme, la fatalité de la crise, la misère matérielle et morale, les guerres : celui de lutter pour une société d'hommes et de femmes librement associés, prendre en main notre avenir et ne pas subir celui que nous réserve la bourgeoisie. Il est vrai, les ouvriers peuvent prendre le pouvoir et le perdre. L'URSS et la Chine ont été des espoirs. Ce sont maintenant des pays capitalistes. Mais nous ne tournons pas la page. La Commune de Paris, la révolution russe ou chinoise et en particulier la Révolution Culturelle sont de riches expériences pour nous. Nous avons encore à apprendre d'elles pour mieux surmonter les difficultés actuelles ou futures.

COMMUNISTES, nous luttons pour que les exploités détruisent le pouvoir et la bourgeoisie (son gouvernement, son parlement, sa police et son armée) et exercent par eux-mêmes un pouvoir sur toute la société. Ce pouvoir ne sera réel que s'il est porté par un bouleversement complet des rapports entre les hommes, des relations entre les hommes et les femmes, de la division du travail, du travail lui-même. Son accomplissement ne pourra se faire que par la violence de masse.

COMMUNISTES, nous défendons les intérêts de tous les ouvriers, pas les intérêts de la France. Le nationalisme et le racisme nous divisent. Ils sont pour les ouvriers des impasses. Contre l'impérialisme – et particulièrement l'impérialisme français –, nous sommes aux côtés des peuples dominés et soutenons leur droit à l'indépendance.

IL FAUT UNE ORGANISATION pour résister et combattre, mais il la faut aussi pour comprendre et apprendre dans la lutte. Nous en avons besoin pour faire des expériences passées un guide pour l'action. Nous avons besoin d'elle pour que la pratique et le savoir de chacun deviennent la richesse de tous par la confrontation et le débat. Nous avons besoin d'une telle organisation pour que la lutte pour le communisme soit portée, de façon réfléchie, par un nombre croissant de travailleurs.

*Voilà ce à quoi travaille
Voie Proletarienne.*

Partisan est le journal de Voie Proletarienne, association suivant la loi de 1901 déposée en Préfecture de Bobigny. Direction de publication : G. Lecœur. Commission paritaire numéro 10507. Dépôt légal : 3^e trimestre 2007. Imprimé par Rotographie, 2 rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil (01 48 70 42 22)

Voie Proletarienne, BP n°48
93802 Epinay/Seine cedex France

Notre adresse e-mail :
vp.partisan@caramail.com

ABONNEZ-VOUS !

TROIS MOIS À L'ESSAI : 3 €

UN AN SOIT 10 NUMÉROS
SOUS PLI FERMÉ : 23 €
SOUS PLI OUVERT : 15 €

UN AN SPÉCIAL DIFFUSION
SOUS PLI FERMÉ : 11 €
PAR ABONNEMENT SUPPLÉMENTAIRE
SOUS PLI OUVERT : 6 €
PAR ABONNEMENT SUPPLÉMENTAIRE

POUR NOS LECTEURS FRANCOPHONES
À L'ÉTRANGER, TARIF D'ABONNEMENT POUR UN AN :
30 \$ CDN (CANADA), 30 FS

CHÈQUES À L'ORDRE DE :
VOIE PROLÉTARIENNE, BP n° 48
93802 EPINAY-SUR-SEINE CEDEX
CCP : N° 23 743 83 G PARIS



Partisan

L'ÉDITO DU SECRÉTARIAT DE L'OCML-VOIE PROLÉTARIENNE

Contre les «réformes» de Sarkozy

Nicolas Sarkozy se vante d'avoir lancé une vague de réformes «sans précédent depuis 1945». On sait depuis des années ce que signifie «réformes» dans la bouche des politiciens bourgeois : attaques contre les travailleurs, et cadeaux aux capitalistes. Mais le changement de style est visible. Que recouvre-t-il ? Et surtout, quelles en sont les conséquences pour nous, qui serai-ent «sans précédent depuis 1945» ?

LA CONFRÈRE D'ENSEMBLE

La tactique du salami (les attaques au compte-gouttes, les unes après les autres) semble avoir fait place à une tactique de la saturation («réformes» tous azimuts), face à une opposition encore abasourdie par le résultat des élections présidentielles.

Cette vague de «réformes» frappe par sa cohérence d'ensemble. Contre le «coût du travail», ce sont les attaques visant le salaire indirect : retraites, Sécu, allègement fiscaux pour les entreprises ; accompagnées du leur des heures supplémentaires. Contre l'emploi, c'est la levée des obstacles aux licenciements, par la «sécurisation des parcours professionnels», et l'obligation d'accepter n'importe quel boulot (avec le Revenu Social d'Activité). Contre les immigrés, c'est le principe des quotas, les restrictions au regroupement familial (là aussi une réduction des «charges»), et les expulsions...

À l'extérieur, la «défense de la France» consiste à se repositionner au premier rang en Europe, à jouer de ses atouts de proximité en proposant aux bourgeoisies arabes une alliance euro-méditerranéenne pétrole contre nucléaire civil, à tenir compte de la montée en puissance de l'Asie (Chine, Inde, Russie), etc. Bref, c'est la lutte pour le redressement de l'impérialisme français en difficulté, redressement qui exige une meilleure compétitivité, c'est-à-dire une dose importante de sacrifices pour les travailleurs de France.

À cette cohérence d'ensemble d'une politique capitaliste et impérialiste, on ne peut opposer qu'une autre politique d'ensemble, celle de notre classe, internationaliste, rejetant clairement cette «défense de la France», la «compétitivité de nos entreprises» et autres notions qui conduisent à accepter suppressions d'emplois, baisses des salaires, sur-exploitation des travailleurs immigrés, voire guerre aux côtés des USA.

LA COHÉRENCE EST AUSSI IDÉOLOGIQUE ET POLITIQUE

Le côté «riche sans complexes» de Nicolas Sarkozy a une signification politique. C'est la baisse d'une idéologie de l'égalité virtuelle et hypocrite entre tous les citoyens de la République, et la défense ouverte de l'individualisme, du mérite et de la récompense personnels. Notions familières au Medef, mais appliquées aux travailleurs : l'ouvrier courageux et ambitieux choisira de faire des heures supplémentaires ! Cette responsabilité individuelle est appelée à remplacer tous les droits collectifs (préavis de grève individuel, sécurité sociale individuelle, sécurisation des parcours profes-

sionnels individuels, etc). Elle divise et oppose les bons et les mauvais travailleurs (stigmatisant les paresseux, les imprévoyants, les profiteurs). Et elle les met tous à la merci du Capital.

Cette idéologie s'incarne dans une alliance de classes tout-à-fait classique, mais renouvelée : la recherche du soutien de la petite-bourgeoisie (les couches moyennes sont des travailleurs méritants !), alliance symbolisée par la neutralisation du PS, et alimentée, par exemple, par des mesures fiscales comme les exonérations sur les héritages.

À cette cohérence idéologique et politique bourgeoise, de l'individualisme et de la concurrence, ou on n'oppose rien, ou on oppose l'idéologie et la politique ouvrières, la vision d'une humanité consciente et solidaire, une idéologie et une politique communistes, et une alliance des ouvriers et des employés unifiant tous les travailleurs.

LA LUTTE IMMÉDIATE EST NÉCESSAIRE, MAIS PAS SUFFISANTE

Dans l'immédiat, la bataille sera difficile, et les succès limités. Les luttes continueront, et devront se développer, contre les franchises médicales (29 septembre), pour la défense des victimes de l'amiante (13 octobre), les retraites (18 octobre), la liberté de circulation et l'égalité des droits pour les travailleurs immigrés... Mais les directions syndicales, englues dans cinq ou six négociations au sommet simultanées, feront tout sauf organiser une lutte unie, massive, déterminée. C'est qu'au fond elles partagent l'acceptation des règles du «marché», la nécessité de la compétitivité de «nos» entreprises, de la flexibilité des emplois, etc. Ce qui les paralyse, c'est leur orientation politique réformiste, l'acceptation du capitalisme qu'il faudrait seulement réguler, avec leur aide bien sûr.

La structuration d'une opposition syndicale de classe, de masse et de lutte, est donc incontournable. Cette opposition puisera, elle, sa force dans son orientation politique révolutionnaire, qui correspond aux intérêts de la classe ouvrière. L'heure est moins que jamais aux luttes dispersées.

Nous devons donc, d'abord et avant tout, travailler chacun, et collectivement, à la création d'un nouveau parti communiste ouvrier, qui oriente et qui unifie. Olivier Besancenot, au nom de la LCR, a exprimé cette nécessité d'un nouveau parti. Mais il en prend le chemin inverse quand il projette d'abandonner la référence au communisme révolutionnaire.

Notre cohérence d'ensemble, **ce qui nous unifie, c'est la vision politique d'une autre société**, possible et nécessaire, dirigée par la classe ouvrière. C'est la volonté que chaque lutte défensive, chaque résistance aux attaques, nous renforce politiquement et prépare nos luttes offensives, jusqu'à la prise du pouvoir. Car le puissant état-major de la bourgeoisie va droit dans le mur, et notre faible camp révolutionnaire a l'avenir pour lui ! Cette vérité apparaît avec une évidence peut-être «sans précédent depuis 1945» !

Participons aux mobilisations en militants communistes, pour les renforcer, les unifier, mettre en lumière leur contenu politique révolutionnaire, et dénoncer les orientations réformistes.

Travaillons ensemble à la construction d'un parti communiste ouvrier et révolutionnaire.

LA CFDT CONTRE DES TRAVAILLEURS EN LUTTE

Le 19 avril 2005, des chômeurs, des intermittents du spectacle, des retraités, des travailleurs précaires s'invitent au siège de la CFDT pour demander aux dirigeants de ce syndicat pour quelles raisons et au nom de quoi «les accords» les concernant avaient été signés. Accords sur les retraites mais aussi sur le protocole du 26 juin 2003, qui a permis à l'Unedic, non pas de faire des «économies» mais qui a permis de virer 40 000 intermittents du spectacle du régime d'assurance chômage auquel ils avaient auparavant droit. La CFDT a fait appel à la police et les manifestants sont sortis sous bonne escorte sans interpellation ni contrôle d'identité. Or au printemps 2007, une dizaine de personnes ont été convoquées par la «brigade de répression de la délinquance contre les personnes» et ont appris que la CFDT avait porté plainte. Deux manifestants, Ludovic, animateur du webmédia associatif et coopératif www.hns-info.net, et Michel, de la compagnie Jolie Môme, ont reconnu avoir participé à cette action de lutte. Ils ont été mis en examen pour violation de domicile et risquent jusqu'à un an de prison et 15 000 euros d'amende.

L'enjeu de ce procès est de créer une jurisprudence qui permettra de condamner toute personne qui occupe des locaux publics ou privés dans le cadre d'une lutte.

Mais qui dépasse la ligne jaune ? Des travailleurs qui en arrivent à occuper un local syndical ? Ou un syndicat qui porte plainte contre des travailleurs en lutte ?

Pour vous tenir au courant des prochaines mobilisations de soutien et signer la pétition vous pouvez aller sur les sites :

www.hns-info.net et www.cie-joliemome.org/pétition

Un militant

Les articles signés, les correspondances, les brèves ne sont pas nécessairement l'expression de l'orientation de notre organisation. Sur certaines questions, notamment d'actualité, il peut même y avoir des points de vue divergents, mais le débat reste ouvert.

Anniversaire

En octobre 1917, les soviets de Moscou et de Petrograd, que le parti bolchevik avait gagnés à l'insurrection, renversaient le gouvernement provisoire bourgeois et prenaient le pouvoir. Le gouvernement renversé, formé de démocrates, de mencheviks, et de socialistes révolutionnaires, était issu de la révolution qui en février 17 avait mis fin au régime tsariste.

Aujourd'hui, le communisme est caricaturé, mis à égalité avec le fascisme. Saluer cet événement est notre tâche de communiste. Saluer la Révolution d'Octobre, c'est aussi saluer Lénine, qui en assura le succès, sa pensée et ses apports au marxisme.

Il y a 90 ans, la révolution d'Octobre

La révolution d'Octobre suscita l'enthousiasme des ouvriers du monde, mais déchaîna contre elle les impérialistes. Ils apportèrent, dès 1918, un appui militaire à la réaction blanche qui tenta, vainement, de renverser le nouveau pouvoir. De 1918 à 1920, la guerre civile épuisa la Russie. Elle mobilisa toutes les énergies révolutionnaires. Comme en 1793, au cours de la révolution française, pour faire face au danger imminent, tout fut sacrifié à la défense de la révolution. Il fallait vaincre ou périr, même au prix de sacrifices politiques qui pesèrent lourd ensuite, comme par exemple le dépérissement du rôle des soviets.

OCTOBRE, L'ENTHOUSIASME DES PROLÉTAIRES,

LA HAINE DES IMPÉRIALISTES. Les ouvriers les plus conscients furent absorbés par l'appareil d'Etat, l'armée et la police politique. Les réquisitions de blé imposées aux paysans les dressèrent contre le pouvoir rouge. Dans les usines, le remplacement des ouvriers communistes, absorbés par les tâches politiques et militaires, par des paysans ou des petits bourgeois déclassés, ouvrit une brèche entre l'avant garde et la masse des travailleurs où l'influence des courants réformistes restait forte. Cette coupure se manifesta dans des grèves, et l'insurrection de Kronstadt, réprimée par l'armée rouge. Au sortir de la guerre civile, Lénine fit adopter une «Nouvelle Politique Economique» pour rétablir l'alliance entre les ouvriers et les paysans, et renforcer les liens entre l'avant garde et la masse des ouvriers.

Sur cette révolution, *Partisan* est revenu plusieurs fois. Commémorer cet événement, c'est en montrer l'actualité, et en tirer des enseignements pour nos combats d'aujourd'hui.

SANS THÉORIE RÉVOLUTIONNAIRE, PAS DE

PARTI RÉVOLUTIONNAIRE. Dans notre plateforme, nous soulignons le rôle de Lénine dans la construction d'*«un parti, capable de guider les ouvriers jusqu'à la prise du pouvoir»*, et son insistance sur *«l'importance de la théorie dans la formation d'un parti d'avant-garde»*. Ce parti basé sur un fonctionnement *«centralisé et démocratique»* était un *«parti complètement différent des partis parlementaires traditionnels»*. Affirmer cela n'est pas dans l'air du temps. Individualisme aidant, l'engagement politique dans un parti est souvent assimilé à une perte de liberté. Face à une bourgeoisie des plus agressives, les militants se réfugient dans l'associatif, ou au mieux recherchent des unités basées sur les convergences tactiques, et sous-estiment l'importance de la théorie.

Sans théorie révolutionnaire, le parti bolchevik, minoritaire au sein même d'une classe ouvrière, n'aurait pas pu résister à contre-courant. Pendant la première guerre mondiale, il aurait été entraîné avec les réformismes dans une union nationale avec la bourgeoisie. Au contraire, il a défendu le *«défaïtisme révolutionnaire»* contre le

chauvinisme dominant (pensant justement que la révolution dépendait de la défaite de sa propre bourgeoisie) et agit en internationaliste.

Après la révolution démocratique de février 1917, il refusa la poursuite de la guerre, et après Octobre, il accepta, pour assurer le pouvoir du prolétariat, une paix très défavorable qui privait la Russie de 26 % de sa population, de 27 % des surfaces cultivées, de 75 % des capacités de production d'acier, mettant les intérêts de la révolution au-dessus des intérêts nationaux. Cela contre *«les courants de gauche»* qui prônaient la poursuite d'une guerre révolutionnaire contre l'Allemagne.

L'internationalisme et la lutte sans concession contre le chauvinisme sont encore des tâches majeures des communistes, qui les distinguent des opportunistes et des réformistes.

LA LUTTE POLITIQUE RENFORCE LE CARACTÈRE

D'AVANT-GARDE DU PARTI. Quels qu'aient été l'expérience du parti et la combativité de ses militants, la révolution bourgeoise de février aiguisa la lutte politique en son sein. En mars, lorsque le soviét de Petrograd mit son autorité au service du gouvernement provisoire (bourgeois), aucun bolchevik ne s'y opposa. Le 15 mars, la nouvelle direction du parti, reprise par Kamenev et Staline, affirme son soutien au gouvernement *«aussi longtemps qu'il marche dans la voie de satisfaire la classe ouvrière»*.

Lénine, exilé en Suisse, s'oppose à cette ligne. Il exhorte, par télégrammes, le parti à ne pas soutenir le gouvernement et à armer le prolétariat. La direction considère que Lénine connaît mal la situation et ne le suit pas. En avril, à son retour d'exil, il écrit, dans les *«Thèses d'avril»*, qu'il faut préparer le passage du pouvoir au prolétariat et aux éléments pauvres de la paysannerie. La direction du parti pense que la démocratie bourgeoise n'a pas épuisé toutes ses possibilités, que la révolution démocratique n'est pas achevée et que les positions de Lénine briserait l'alliance entre la petite bourgeoisie et le prolétariat. Pour Lénine, la révolution bourgeoise est achevée, non pas parce que les tâches démocratiques ont été accomplies, mais parce que *«le pouvoir est aux mains de la bourgeoisie»*.

Octobre 1917. Recherché par la police, Lénine, déguisé, entre en Russie pour tenter de convaincre ses camarades d'entreprendre l'insurrection.



Un défilé dans les années vingt. Photo d'Alexandre Rodtchenko

Le cours de la révolution lui donne raison. Les ouvriers déçus par la politique du gouvernement se détachent des réformistes qui le soutiennent. Les bolcheviks gagnent bientôt la majorité dans les soviets. Mais la direction du parti hésite à engager l'affrontement ultime : l'insurrection. Pour Lénine, cette insurrection est possible alors *«que l'activité de l'avant garde est la plus grande (et) les hésitations des ennemis (...) les plus fortes»*. Début octobre 1917, la majorité du Comité central décide de préparer l'insurrection.

Quel que fut le prestige de Lénine ses positions s'imposaient par la lutte politique, par un travail de conviction. Le Parti bolchevik était un parti démocratique et centralisé, où la lutte était vive, comme il se doit dans tout véritable parti communiste.

POUR FAIRE AVANCER LA RÉVOLUTION, LÉNINE N'ÉVITAIT NI LES BILANS NI LES AUTOCRITIQUES.

La révolution d'Octobre a établi la première expérience durable de *«dictature du prolétariat»*. Lénine n'en connut que les premières années, mais critiqua très vite les dérives politiques qui la mettaient en danger.

Au cours de la révolution, les positions de Lénine évoluèrent. En septembre 1917, il affirme que le *«socialisme n'est pas autre*

chose que le monopole capitaliste d'état mis au service du peuple entier et qui pour autant, a cessé d'être un monopole capitaliste». Il pense alors que le *«seul contrôle exercé sur les banques... permettrait d'organiser en fait et non en paroles, le contrôle sur toute la vie économique»*. Et *«cette mesure pourrait être réalisée par un décret unique, d'un seul coup»*. Car la possibilité économique d'une telle mesure a été créée justement par le capitalisme.

Six ans après, l'expérience lui fait revoir ses positions. Il constate d'abord que ce contrôle par des ouvriers des instruments forgés par le capitalisme se heurte à leur impréparation politique. Il attribue cela à leur *«timidité»* et à des préjugés. Il ne voit guère encore le rapport entre cette *«timidité»* et la division du travail héritée du capitalisme. Dès la fin de la guerre civile, Lénine s'est opposé à Trotski qui proposait la poursuite du *«communisme de guerre»* et concevait le socialisme comme une organisation centralisée et militarisée de toute l'économie.

Puis, il revient sur ses affirmations de 1917, en affirmant en 1925, que *«l'extension des nationalisations et l'abolition du commerce privé, effectués par décrets, avaient (...) produit l'illusion qu'on pouvait instaurer des rapports «communistes» avec des*

instruments purement juridiques». En effet, comme le pensait Marx et comme le mirent en pratique les maoïstes, le changement juridique de la propriété, y compris lorsque celle-ci devient celle d'un Etat ouvrier, ne change pas le caractère des rapports sociaux.

Enfin, Lénine est très sévère sur l'Etat soviétique lui-même. Il écrit *«nous appelons nôtre, un appareil qui, de fait, nous est foncièrement étranger et représente un salmigondis de survivances bourgeoises et tsaristes»*. Il critique ses déviations et son gonflement bureaucratiques. Il s'oppose à ceux qui voient le développement du socialisme comme un processus d'organisation dépendant pour l'essentiel, comme l'écrivait un théoricien du parti, Boukharine, *«de la révolution technique qui transforme totalement les forces conservatrices de l'économie et donne une impulsion rigoureuse à la socialisation de la production»*. Conception largement partagée par le parti et reprise par Staline ensuite.

Les craintes et les mises en garde de Lénine furent enterrées. La lutte de classe dont il disait qu'elle *«était inéluctable dans la période de transition du capitalisme au socialisme»*, ne fut bientôt qu'une lutte bureaucratique et policière contre des saboteurs. La révolution chinoise permit la poursuite et l'approfondissement des dernières positions de Lénine, en faisant de la lutte de classe et de la lutte contre la division sociale du travail, la condition du dépassement du capitalisme et de la marche au communisme.

LÉNINE ET LA VÉRITÉ COMMUNISTE.

Lénine s'insurge contre l'autosatisfaction, contre les précipitations qui masquent les insuffisances. *«Moins mais mieux»* écrira-t-il peu avant sa mort. Pour lui valent mieux aussi *«les vérités de nos ennemis de classe, que les mensonges communistes»*.

En 1918, le Parti fut contraint de s'appuyer sur les experts bourgeois en les rémunérant plus que les communistes qui exerçaient les mêmes fonctions à la tête des entreprises. Il écrivit alors, *«il est évident que cette mesure est un compromis, un abandon des principes de la Commune de Paris et de tout pouvoir prolétarien... cacher (cela) aux masses... serait tomber au niveau des politiciens bourgeois»*. La contradiction fut levée, deux ans après la mort de Lénine, en alignant le salaire des experts communistes sur celui des bourgeois.

Alors, s'agissant de saluer cette révolution qui fut et qui reste pour tous les communistes, un événement décisif, une référence incontournable, prenons exemple sur Lénine. Ne faisons pas de cet événement une commémoration consensuelle. La construction du parti communiste, dont nous avons besoin, ne se fera pas sans luttes politiques, sans confrontations théoriques, sans soulever les contradictions que ceux qui se réclament du communisme ont quant au bilan tiré de cette première expérience de dictature du prolétariat. **GF**

**VIVE LA RÉVOLUTION D'OCTOBRE 1917 !
VIVE LE LÉNINISME !**

Russie

GRÈVE À AVTOVAZ

Avtoz-Togliatti, près de Samara sur la Volga, est la plus grande usine du monde : plus de 100 000 personnes. Un ouvrier y gagne environ 200 euros par mois. Le syndicat majoritaire est le syndicat jaune FNPR (fédération des syndicats indépendants de Russie). Le nouveau Code du Travail exige, avant toute grève, un vote se prononçant pour à plus de 50%. Le syndicat d'opposition Edinstvo n'a que 700 adhérents, mais chez les ouvriers les plus combattifs. En juin 2007, un comité de grève est créé. Il dépose auprès de la direction un cahier de revendications. La direction ne réagit ni aux revendications, signées par une grande partie des ouvriers, ni à la grève du zèle qui les accompagne. Une date est fixée pour la grève : le 1^{er} août. Les contremaîtres et chefs d'ateliers multiplient alors les menaces, les «meneurs» sont convoqués à des entretiens, la direction fait intervenir la police dans l'usine sous prétexte de «menace extrémiste», un militant est même arrêté sur son lieu de travail pour distribution de tracts «à caractère extrémiste». Le 1^{er} août, plusieurs centaines d'ouvriers se rassemblent devant l'entrée de l'usine. Ils chantent et dansent, heureux de leur propre courage. La principale chaîne de montage est arrêtée de 10 h 45 à 16 h 00.

Appel du comité syndical Edinstvo Avtovaz aux mouvements sociaux et syndicaux

(D'après Carine Clément, Institut de l'Action Collective, Moscou)

Le salaire des travailleurs de l'usine Avtovaz perd progressivement en pouvoir d'achat. Lors des dernières élections régionales, l'un des slogans du parti du pouvoir Russie Unie était «le salaire à hauteur de 35 000 roubles, c'est possible». La liste de ce parti était menée par les principaux dirigeants de l'usine Avtovaz.

Une fois élus, les députés de Russie Unie ont oublié leur promesse. Les travailleurs du géant automobile Avtovaz, au désespoir de jamais obtenir une augmentation de salaire, se sont décidés à faire grève. Pour défendre leur dignité humaine, dès le mois de juillet, les salariés de deux ateliers en particulier (le montage mécanique et la carrosserie) ont adressé aux dirigeants de l'usine leurs revendications concernant le respect des engagements électoraux concernant le salaire à 25 000 roubles. Ils n'ont jamais reçu de réponse.

Le 1^{er} août, les salariés des ateliers 46-1, 45-2, Motor-3 et quelques autres se sont mis en grève pour défendre leurs revendications. Le représentant de la direction, I. Ivanov, arrivé sur les lieux, a promis la venue prochaine du président du groupe Avtovaz, et le démarrage de négociations avec les représentants des grévistes. La promesse a également été faite qu'aucune mesure répressive ne serait prise à l'égard des grévistes. Les salariés ont à nouveau cru aux promesses et ont arrêté la grève (...)

Les promesses se sont une fois de plus avérées mensongères. L'employeur n'a pas accepté les négociations. Pire, en violation du Code du Travail (art. 414) qui interdit les mesures disciplinaires contre les grévistes, l'employeur a adressé des avis disciplinai-

res à 170 salariés (pour l'instant) et a licencié deux d'entre eux.

Nous, comité syndical Edinstvo, nous nous adressons à tous les mouvements sociaux et syndicaux pour vous demander de soutenir les ouvriers victimes de l'arbitraire du patronat. La nouvelle direction d'Avtovaz se présentait comme professionnelle et partisane du respect de la loi et de l'ordre dans les entreprises russes. Or, au lieu de la loi et de l'ordre, les dirigeants ont fait la preuve de leur incompétence et de leur appât du gain facile. Ils se sont achetés en masse des véhicules tout terrain luxueux et ont fondé une société de gestion à Moscou où les salaires du personnel dépassent de plusieurs dizaines de fois le salaire des ouvriers de l'usine. Leur incompétence dans la gestion de l'usine a conduit au départ massif des ouvriers de l'usine, à la baisse de la production, à l'arrêt de programmes sociaux pour les ouvriers et donc, en conséquence, à leur appauvrissement.

Une campagne de solidarité et de protestation de l'opinion publique russe et internationale obligera à mettre un terme aux répressions illégales à l'encontre de gens gagnant leur pain et nourrissant leur famille au prix d'un dur labeur. Nous vous demandons d'envoyer à l'adresse de la direction d'Avtovaz des lettres de protestation. Nous vous demandons, dans la mesure du possible, d'envoyer vos dons sur le compte en banque du syndicat Edinstvo. Nous garantissons que l'argent ainsi reçu sera entièrement transmis aux ouvriers grévistes illégalement et injustement frappés par les répressions. D'avance merci !

Le Comité syndical Edinstvo

Opposition syndicale de classe

OUVALACGT

DERNIERS ARTICLES DU BLOG

Sur la Sécurité Sociale Professionnelle (SSP), trois documents sont analysés. D'abord une brochure distribuée par la CGT à la masse des syndiqués qui présente la SSP comme le moyen de mieux répartir les richesses et fait silence sur les zones d'ombre (acceptation de la fatalité des restructuration, dissimulation de l'exploitation). Puis un document confédéral de formation pour les cadres de la CGT, beaucoup plus explicite.

Dans un autre article, le blog commente **Le rapport Cahuc-Kramarz**, commandé par le gouvernement. Les auteurs du rapport y indiquent : «Si l'on veut réduire la précarité tout en facilitant la création d'emploi et la mobilité professionnelle, il est indispensable d'engager de profondes réformes créant les éléments constitutifs d'une future «Sécurité Sociale Professionnelle» afin de garantir et assurer la qualité des transitions professionnelles. Plus précisément notre rapport indique que la création d'une Sécurité Sociale Professionnelle passe par une réforme coordonnée visant trois objectifs : 1°) améliorer la prise en charge des demandeurs d'emploi en affirmant le rôle de l'Etat ; 2°) permettre un accès plus équitable aux secteurs, aux professions et aux diplômes ; 3°) supprimer autant que faire se peut les statuts d'emploi précaires en créant un contrat de travail unique à durée indéterminée. Cette réforme doit être coordonnée».

Le programme actuel de Sarkozy est verté-

PARUTION DU BULLETIN N°1 DU SYNDICALISME DE CLASSE ET DE MASSE

Le blog Ouvalacgt, mis en place par VP à l'occasion de la préparation du 48^e congrès de la CGT, participe avec plusieurs courants syndicaux à un regroupement d'opposition syndicale de classe. Ce regroupement a tenu un forum le 27 mai (compte-rendu dans le numéro précédent) auquel il a été décidé la parution d'un bulletin.

A l'heure où les premières attaques du nouveau gouvernement prennent forme (régimes spéciaux, atteinte au droit de grève, franchise médicale, expulsions des sans-papiers...), face à l'anesthésie générale et la collaboration honteuse de la direction confédérale CGT (entre autres) engluée dans les Conférences sarkozystes et incapable de s'opposer frontalement, la parution de ce premier bulletin est un fait important.

SOMMAIRE. • Résolution du 1^{er} Forum pour un Syndicalisme de classe et de masse adoptée le 26 mai 2007 • Tract commun du 31 juillet 2007 : Non au projet de loi sur le «service minimum» • Flexisécurité et sécurité sociale professionnelle, réécriture du Code du Travail • Grève exemplaire des ouvriers de PSA

Citroën-Aulnay • Virgin : la culture de la répression • Les franchises médicales : la santé au pilon • Pour une université critique et populaire, gratuite, laïque, de qualité et ouverte à tous ; Abrogation de la loi Pécresse • Loi sur l'immigration : déni de droit, stigmatisations racistes et trompe l'œil idéologique pour diviser les travailleurs • Régularisation sans condition de tous les sans-papiers • Syndicalisme international : la voix de leurs maîtres • Contre l'oppression des peuples et les guerres impérialistes

VOUS POUVEZ LE DEMANDER AU JOURNAL SOUS FORME PAPIER (50 CENTIMES L'UNITÉ). VOUS POUVEZ AUSSI LE TÉLÉCHARGER SUR LE BLOG OUVALACGT. A LIRE, DIFFUSER, FAIRE CONNAÎTRE LE PLUS LARGEMENT POSSIBLE !

bré par les conclusions de ce rapport : mise en place du contrat de travail unique, de la Sécurité Sociale Professionnelle et du Revenu Social d'Activité pour les chômeurs.

Contrairement à ce qu'on pourrait en penser, il ne s'agit pas d'une avancée des principes du libéralisme triomphant mais d'un interventionnisme d'Etat différent. Des commentaires des débats ayant eu lieu à l'époque

autour de ce rapport complètent l'analyse.

La rentrée mollaissone de la CGT est commentée à partir de quelques bons mots de la direction confédérale.

Une échéance de la rentrée concerne la conférence des Unions Locales CGT prévue cet automne. La préparation est bien verrouillée mais les débats transparaissent quand même : les UL doivent-elles être des structures de lutte, des relais de l'Assistance Sociale, ou des organes locaux de collaboration de classe. Début de réponse les 15 et 14 novembre prochains à Montreuil.

La question de la pénibilité est abordée dans deux articles.

OUVALACGT.OVER-BLOG.COM

OU VA LA CGT ?

ABONNEZ-VOUS À LA NEWSLETTER D'OUVALACGT

C'EST FACILE. ECRIVEZ VOTRE EMAIL SUR LA FENÊTRE. UN CLIC. ON VOUS ENVOIE UN EMAIL. VOUS CLIQUER SUR LE LIEN POUR CONFIRMATION. ET VOUS SEREZ PRÉVENUS À CHAQUE PARUTION D'UN NOUVEL ARTICLE.



PROCHAINS FORUMS PARMI LES DÉCISIONS DU FORUM DE MAI DERNIER (RÉSOLUTION, PARUTION D'UN BULLETIN...), IL AVAIT ÉTÉ DÉCIDÉ LA TENUE D'UN NOUVEAU FORUM À LA RENTRÉE. CE FORUM DEVAIT SE TENIR LE 10 NOVEMBRE PROCHAIN. SOUS RÉSERVE, CAR LA PRÉPARATION N'EST PAS BOUCLÉE. UN FORUM RÉGIONAL EST AUSSI PRÉVU DANS LE GRAND SUD-OUEST (BORDEAUX-TOULOUSE-LIMOGES). DATE ET LIEUX À FIXER.

Le patron de PSA-Citroën interviewé

Le sujet, ce n'était pas les suicides...

... ni les revendications des ouvriers grévistes du printemps 2007 — augmentation des salaires, emplois fixes et retraites à 55 ans. Le plan stratégique pour PSA, présenté par Streiff début septembre, montre un seul objectif : exploiter toujours plus les ouvriers, comme le font tous les capitalistes. Ils iront droit dans le mur.

SUPPRESSIONS D'EMPLOIS. Streiff (interview à *La Tribune*, 10 septembre) : «Le nombre de plates-formes va diminuer... Les gains en prix de revient se feront davantage par la modularité, la flexibilité...»

• L'application de ce plan à l'usine d'Aulnay est un bon exemple de sa réalité sur le terrain : licenciements des intérimaires par centaines, suppression d'une des deux lignes de montage (prévu à l'été 2008), trois modèles différents sur la même ligne (politique de plate-forme), départs «volontaires» par tous les moyens possibles, mise en place d'une équipe de nuit et d'une équipe VSD tournant à plein régime. La «modularité» et la «flexibilité» sont à payer par les ouvriers en dégradation des conditions de vie et de travail. La meilleure rentabilisation de la plate-forme améliorera les profits.

Streiff : «Les effectifs doivent continuer à baisser dans les trois ans à venir. Nous allons profiter de la baisse naturelle des effectifs, avec les départs en retraite que nous pensons accélérer, soit plusieurs milliers de personnes par an en Europe occidentale.»

• La baisse des effectifs est «naturelle» quand il n'y a plus d'embauches. Le résultat, c'est le chômage des jeunes. Il est «naturel», alors, qu'ils se révoltent !

• Streiff veut accélérer les départs en retraite au moment même où le gouvernement veut les retarder. C'est la contradiction entre l'intérêt individuel d'un patron qui veut se débarrasser des ouvriers usés et l'intérêt général du patronat qui est de rogner sur les charges sociales, dont les retraites.

SOUS-TRAITANTS ET FOURNISSEURS. Streiff : «Le fait de passer d'une réduction des coûts d'achats annuelle de 4 à 6% représente une révolution dans notre manière d'acheter, de vivre avec les fournisseurs, de regarder autour de la planète cette question des achats. Les fournisseurs vraiment stratégiques pour nous seront ceux qui se mobiliseront pour cet objectif de réduction de 6%»

• Le donneur d'ordre qu'est PSA met la pression sur les fournisseurs, leur demande de faire comme lui : «regarder autour de la planète». Si vous réussissez à baisser de 6% sans délocaliser, vous restez stratégiques, sinon c'est nous qui délocaliserons nos achats ! Résultat : les suppressions d'emplois sont plus nombreuses et plus brutales encore chez les sous-traitants, mais PSA ne prévoit aucun licenciement sec...

PAYS ÉMERGENTS. Streiff : «Notre objectif de croissance est surtout centré sur la partie orientale de l'Europe. Nous y visons une progression de nos ventes de plus de 50% en trois ans. Pour l'Europe de l'Ouest, nous sommes bien plus circonspects.» «Se battre sur des marchés en forte croissance comme le Brésil, la Chine ou la Russie, c'est quand même plus sympathique que de se battre en Europe de l'Ouest. Le Brésil, par exemple, va devenir rentable, très rentable même.»

• Ce qui est sympathique pour un capitaliste, c'est clair, c'est un bon profit !

• En Europe de l'Est, les salaires sont de 300 à 400 euros, en Chine, de quelques dizaines d'euros. Même si ça bouge, et vite (voir *Partisan* 214), ce n'est pas avec de tels salaires qu'on peut se payer une voiture de plusieurs milliers d'euros. Ce sont donc les classes moyennes qui achètent des voitures. Et il faut un marché suffisamment large, comme le Brésil, la Chine, la Russie.

• On voit là une contradiction fondamentale du capitalisme, qui recherche les salaires les plus bas possible dans ses usines, et les salaires les meilleurs possible sur le marché, pour vendre. C'est ce type de contradiction qui a engendré récemment la crise de l'immobilier américain, et une crise financière internationale, environ trois millions de travailleurs n'ayant plus les moyens de payer leurs maisons. C'est ce type de contradiction qui engendra tôt ou tard la prochaine crise économique de surproduction mondiale et les objectifs de Streiff de vendre 4 millions de véhicules (3,37 millions en 2006) vont voler en éclats.

TAUX DE PROFIT. Streiff : «Atteindre une marge opérationnelle comprise entre 5,5% et 6%, contre 2% en 2006... entre 6% et 7% après 2010...» «Objectif pour 2015» (*Le Monde*, 5/09).

Mulhouse

13 septembre

Journée sur la souffrance au travail

C'est dans une salle trop petite que se sont retrouvés sur l'initiative de l'UD CGT du Haut-Rhin une quarantaine de syndicalistes de PSA, de Renault, de General Motors (Strasbourg), mais aussi de sous-traitants...

LE THÈME DE LA JOURNÉE D'ÉTUDE (la souffrance au travail et les suicides dans l'automobile) motivait une participation forte. Toutes les interventions portaient bien sûr sur ce sujet, et les transformations dans les conditions de travail depuis quinze ans résumées en une formule choc : «plus le temps de rigoler au boulot ! Les interventions sortiront souvent du sujet étroit pour dénoncer Sarkozy et son «travailler plus», la course au profit, le rejet de la flexisécurité, la défense des régimes spéciaux et de la retraite anticipée en cas de pénibilité. On voit d'ailleurs poindre dans la discussion les deux interprétations qui peuvent être faites de toutes ces transformations : d'un côté l'explication réformiste qui nous explique que tout cela est «politique», de la «volonté» du patronat et qu'on pourrait faire «autrement», et une autre explication plus réaliste qui montre que ces évolutions correspondent en fait à des nécessités du capital dans la guerre économique mondiale...

DES RÉSISTANCES. La discussion montre- ra les résistances plus ou moins larges à cette énorme pression, qui vont dépendre de l'activité syndicale et de son orientation. Ainsi le syndicat CGT-PSA de Mulhouse qui est très actif, avec une journée d'expression publique sur la souffrance au travail, et un gros travail de CHSCT...

Comme d'habitude, débat contrasté sur la médecine du travail, d'un côté sa soumission à la direction, et le rôle qu'elle peut parfois malgré tout avoir. Comme sur l'amiant, comme sur les accidents du travail, bref comme toujours... Pourtant, face à la détresse de la souffrance et des suicides, l'ambiance n'était pas à la morosité. Comme on le voit souvent dans ces assemblées syndicales concrètes (pas les bavardages inutiles des traditionnelles «réunions de rentrées») les militants présents étaient motivés, désireux d'en découdre, contents d'être là et de se retrouver pour échanger leurs expériences. Même si l'ambiance est parfois perçue comme fataliste, la résistance est toujours à l'ordre du jour, d'une certaine manière comme seul moyen de «survivre» face à la pression de l'exploitation ! La préoccupation principale était la construction du rapport de forces sur le terrain, l'établissement de liens et de solidarités, contre la tentation de la «réunionite» à la mode en ce moment dans la CGT. Certains de ces militants étaient d'ailleurs largement critiques à l'égard de la direction confédérale, connaissent et utilisent le blog dans leur travail syndical, connaissent le Forum syndical de classe et de masse.

Bref, on sent qu'il y a véritablement dans ces rencontres concrètes de terrain un lieu de construction du syndicalisme de classe, avec des militants qui commencent à comprendre l'impasse où nous mènent les directions réformistes. Un encouragement pour nous tous !...

Militant VP

Retrouvez l'article intégral sur le blog Ouvalact : <http://ouvalact.over-blog.com/article-12672501.html>



Voici l'évolution chez PSA !

À COMMANDER À NOTRE BOITE POSTALE

MANIFESTE POUR UN SYNDICALISME DE CLASSE

Une brochure **Partisan** 1 euro

Nucléaire

'UNE HISTOIRE INCROYABLE...' ?

L'affaire gène, bouscule la confiance dans les notables et les institutions, dépasserait ce qu'une simple association (Cedra) a mis à jour; et puisque les «responsables» se terrent, nous publions ci-dessous un témoignage local sidérant... D'autant que le gouvernement parle de relancer la construction de centrale nucléaire.

C'est l'histoire d'un Champenois, Michel Gueritte, qui, inquiet du trop grand nombre de malformations congénitales, de pathologies de la thyroïde, de cancers de toute sorte, dans sa propre famille, et dans son village, Ville-sur-Terre, dans l'Aube, commence une enquête sur un éventuel rapport de cette situation sanitaire anormale avec les effets du fameux nuage de Tchernobyl.

En novembre 2006, au moment même où il s'apprête à commencer le montage d'un film, judicieusement titré : Tchernobyl-sur-Terre, expliquant le rôle de l'iode 131, des césium 134 et 137, dans cette partie de la Champagne, il apprend qu'un site nucléaire, situé à 8000 m de sa maison natale, le CSA de Soulaing, (Centre de Stockage de l'Aube), rejette dans l'atmosphère des gaz radioactifs. Activité cachée aux riverains et aux élus, depuis 14 années ! Effectivement, avant d'être enfouis dans des alvéoles en béton,

les fûts de déchets radioactifs sont écrasés par une énorme presse, pour économiser du volume. Le volume total du stockage étant limité à 1 million de m³ ! Les galettes sont alors reconditionnées dans des fûts neufs mais des effluents gazeux radioactifs sortent par une cheminée de 17 m, et se répandent dans l'atmosphère.

Le 25 janvier 2007, la preuve est établie que les villages sous les vents dominants, donc à l'est de l'Aube, et à l'ouest de la Haute-Marne, sont gravement contaminés par les radio-nucléides issus de la cheminée. Conséquences : 5 fois plus de cancers de la thyroïde ; 550 malades de la thyroïde à Bar-sur-Aube, des quantités inhabituelles de cancers du pancréas, du foie, du colon, de la prostate, de la vessie, du sein... Sans oublier les Alzheimer et les Parkinson ! Les traitements de la stérilité... Bref des milliers de vies brisées... Michel Gueritte entreprend alors de dénoncer l'affaire. Il crée une association : La Q.V. (Qualité de Vie à Ville-sur-Terre et ses environs). Il se dit que des médias locaux ne sont pas chauds du tout pour informer ou mener enquête. Il se dit même que l'un, et non des moindres, aurait refusé de publier des petits pavés publicitaires –pourrait payants– donnant l'adresse d'un site d'info: www.villesurterre.com

Un lecteur

Le socialisme, seul garant du droit à la santé

Dans la critique du plus récent film de Michael Moore («Sicko» c'est à dire «Malade») — voir en page 11 de ce journal — nous avons souligné qu'à notre avis, le cinéaste a parfaitement raison d'affirmer qu'un système de santé basé sur l'intérêt privé est en tous points incompatible avec le droit à la santé. Toutefois, le caractère public du système de santé (comme en France ou au Canada) n'offre aucune garantie lui non plus au respect de ce droit fondamental, parce que dans la société capitaliste, la propriété publique demeure soumise aux contraintes du marché et de la rentabilité du capital. C'est seulement sous le socialisme que le droit à la santé sera pleinement respecté. Cette vérité, les expériences historiques de construction du socialisme l'ont amplement prouvée, même si aucune d'entre elles n'est arrivée à terme.

L'exemple de la Chine de Mao

Cet article a été publié par Arsenal-Express, site internet dirigé par le Parti communiste Révolutionnaire du Canada

Le cas de la Chine, à cet égard, est particulièrement édifiant. Ce pays pauvre et «arriéré» (selon les normes occidentales) a connu un bond en avant spectaculaire en matière de santé publique suite à la révolution de 1949 et après à peine quelques années d'édification socialiste. Mieux encore, et contrairement à ce que les idéologues bourgeois veulent bien nous laisser croire, c'est pendant la fameuse Révolution culturelle, tant décriée, que les progrès ont été les plus spectaculaires. On nous donne l'impression que les dix années de la Révolution culturelle n'ont été qu'une période de massacres et de destruction alors qu'en fait, ce fut surtout une grande période de mobilisations et de transformations dans le but de faire primer l'intérêt collectif et d'empêcher qu'une poignée de bourgeois s'accapare du pouvoir d'État pour leur propre compte. À l'inverse, depuis la mort de Mao et le triomphe des partisans de la voie capitaliste (avec leur fameux slogan «Enrichissez-vous!», les intérêts du peuple ont sombrés, et la santé a pris un rhume.

Dans une série d'articles, le spécialiste en économie politique Raymond Lotta (*) a rappelé à quel point la Révolution culturelle constitue une riche expérience pour le prolétariat mondial. Lotta y souligne notamment que la Chine maoïste a réussi, en quelques années, à faire ce que les États-Unis n'ont jamais été capables de

faire, à savoir établir un système de santé universel, guidé par des principes d'égalité et de coopération.

Cela fut particulièrement évident durant la Révolution culturelle, avec l'extension des services médicaux et d'hygiène dans les campagnes et la formation des fameux et fameuses «médecins aux pieds nus» — cette expérience originale et inédite, basée sur la mobilisation populaire, qui a permis à la Chine de réaliser des progrès spectaculaires en matière de santé.

Entre 1949 et 1976 (l'année où Mao est décédé et où les partisans de la voie capitaliste ont repris le pouvoir), l'espérance de vie en Chine a carrément doublé, passant de 32 à 65 ans! Ce résultat fut atteint grâce à la mobilisation des masses, et parce que le gouvernement révolutionnaire a su mettre ses priorités à la bonne place. Durant la Révolution culturelle, on s'est ainsi assuré que chaque commune populaire et chaque coopérative paysanne dispose d'au moins un hôpital ou une clinique médicale accessible gratuitement, ou presque (le coût moyen des services médicaux et des médicaments pour une famille paysanne était de 1\$ à 2\$ par année, tout au plus). De grandes campagnes d'éducation populaire, axées sur la prévention, furent également lancées.

Le lauréat du prix Nobel, Amartya Sen, a d'ailleurs calculé que si l'Inde, dont les caractéristiques socio-économiques et la situation sanitaire s'apparentaient à celles de la Chine en 1949, avait appliqué des politiques similaires à la Chine maoïste en

matière de santé et d'alimentation, quatre millions de personnes de moins y seraient décédées. Voilà un chiffre qu'on n'entend jamais quand la bourgeoisie fait le décompte des «victimes de la Révolution culturelle», et qu'il faut mettre au compte du véritable fléau du 20^e siècle—celui du capitalisme, de l'impérialisme et du néo-colonialisme.

A contrario, un autre chercheur, Sanjay Reddy, vient de publier une étude qui démontre l'impact négatif que l'introduction des «réformes de marché» a eu en matière de santé depuis la mort de Mao. Bien que l'espérance de vie a continué d'augmenter, sa progression est désormais bien plus faible que celle des autres pays dont les conditions socio-économiques se rapprochent. De plus, l'écart entre villes et campagnes, qui avait presque été résorbé sous Mao, atteint désormais des proportions inégales (le taux de mortalité infantile, notamment, est 2,8 fois plus élevé dans les campagnes que dans les villes). Bref, comme le dit Lotta, il n'y a pas de doute que le socialisme, c'est bien mieux que le capitalisme...

Chose certaine, connaissant les graves problèmes de santé publique que connaissent les États-Unis (que Michael Moore a si bien illustrés), il est clair que le monde actuel a besoin de toute une révolution, et même de plusieurs «révolutions culturelles», pour qu'on puisse enfin reléguer le capitalisme dans les poubelles de l'histoire, avec tous les maux qu'il entraîne!

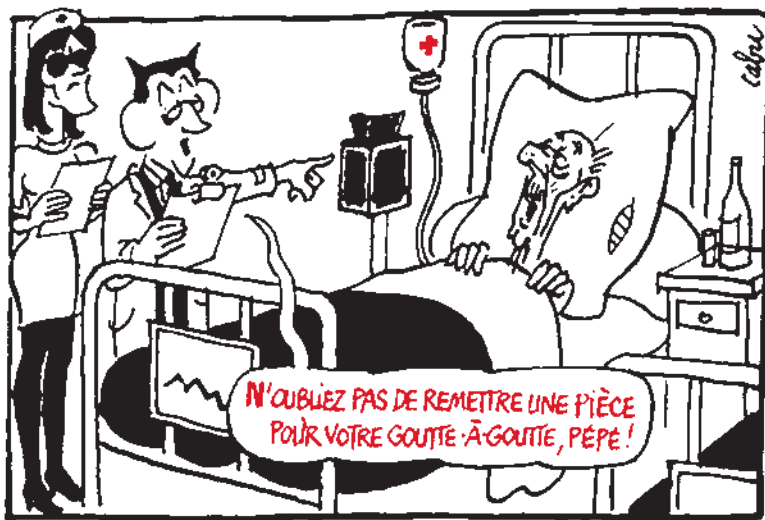
(*) Raymond Lotta, militant du Parti communiste révolutionnaire des États-Unis, anime le projet «Set the Record Straight», qui vise à rétablir les faits sur l'histoire du socialisme et du communisme. Lotta a publié une série d'articles intitulée «Le socialisme : bien mieux que le capitalisme—et le communisme, ce sera encore mieux!», dont les 14 premiers ont été traduits et publiés par Arsenal-Express, entre le n° 78 et le n° 116. La version anglaise est disponible sur www.thisiscommunism.org; la version française sera bientôt publiée sur www.pcr-pc.ca.

CARTES POSTALES

«RÉVOLUTION RUSSE»



1 CARTE = 1 € • LA SÉRIE DE 12 = 10 € À COMMANDER À NOTRE BOITE POSTALE



Les mesures gouvernementales (baisse des remboursements, nouvelles franchises,...) concernant le «déficit» de la Sécurité Sociale ne résoudront rien. Par contre rien sur l'industrie pharmaceutique, rien sur les pollutions industrielles, rien sur les produits de consommation dont certains sont des plus toxiques et pourtant commercialisés, rien

sur l'exonération des cotisations patronales, rien sur l'Etat qui ne s'acquitte pas des charges inhérentes à la sécurité sociale. Mais toujours la même pensée : stigmatiser les malades et les consommateurs à travers les déremboursements et la prise en charge. D'après la très officielle Cour des comptes, «les

mesures relatives à l'intéressement, à la participation, à la retraite d'entreprise et aux stock-options et actions gratuites bénéficient... aux seules entreprises de plus de 200 salariés», ce qui entraîne une perte de recettes d'un peu plus de 10 milliards d'euros pour la Sécu. Largement de quoi combler le «trou» de la Sécu.

Montrouge (92) Laboratoires Besins International

Santé ? Sécurité ?

Au début du mois de septembre nous recevions une longue analyse de l'intersyndicale CFDT-CFTC-CNT-FO-SUD des Laboratoires Besins International. Trois parties constituaient ce document de dénonciation : 1) Besins, un groupe capitaliste comme un autre ; 2) Les travailleurs et leurs conditions d'exploitation ; 3) Enfin une histoire de leur résistance syndicale.

Nous en avons extraits les parties qui illustrent bien de quelle manière les capitalistes gèrent la santé et la sécurité des personnes. Tout commentaire nous a paru inutile.

BESINS, QU'EST-CE QUE C'EST ? Fondé au XIX^{ème} siècle, c'est un des derniers laboratoires de fabrication pharmaceutique d'origine française, qui soit la propriété d'une seule famille, les Besins, proches de la famille princière de Monaco. Une des plus grosses fortunes professionnelles, à la 150^{ème} place environ, pour une entreprise de taille modeste, trois cent salariés dans le groupe, en France et en Belgique principalement.

QUI SONT LES SALARIÉS DE BESINS ? En majorité, le recrutement se fait sur des critères non professionnels qui sont dans l'ordre d'importance numérique décroissante : Témoin de Jéhovah, parenté (fils ou fille d'un ou d'une salariée en place, etc.), nationalité française, copinage, Renouveau Charismatique (...) Pourtant, dans l'industrie pharmaceutique, le niveau de qualification est censé être élevé.

DANS QUELLES CONDITIONS LES SALARIÉS TRAVAILLENT-ILS ? Une ouvrière qui a été affectée à la fabrication d'un anti-estrogène à l'essai a été définitivement virilisée. Plusieurs ouvrières ont vu leurs taux sanguins d'hormones masculines parvenir à des niveaux... masculins. Quant aux techniciens de fabrication, qui avaient déjà subi des pertes d'audition à cause du bruit des machines, ils ont vu leurs hormones féminines disparaître et leurs taux d'hormones masculines baisser.

ET L'ENVIRONNEMENT DE L'USINE ? En tant que laboratoire pharmaceutique, (situé d'ailleurs au milieu d'un quartier résidentiel), Besins est une installation classée pour la protection de l'environnement, mais sous un régime peu contraignant de déclaration. Cela veut dire que, si Besins ne déclare pas un risque industriel, l'installation en charge des installations classées, la DRIRE, n'est pas au courant.

Depuis toujours, Besins rejette clandestinement aux égouts 20 kg par jour en moyenne de médicaments contenant des hormones sexuelles. Précisons que chaque hormone sexuelle (testostérone, œstrogène, progestérone) est identique pour tous les animaux : être humain, poisson, etc. Besins rejette aussi aux égouts de grandes quantités d'alcool éthylique dont les vapeurs remontent dans la cour de l'école voisine, ainsi que d'autres substances chimiques toutes aussi nocives pour l'environnement (dexaméthasone acétate, carbomères en tout genre, triéthanolamine, soude et solvants...).

Le Service de Prévention de la Caisse Régionale d'Assurance Maladie demande, sans succès pour le moment, le filtrage des rejets par l'entreprise afin qu'aucun produit médicamenteux n'aboutisse dans la nature. Les autres risques industriels sont très importants : incendie, explosion, rayonnements ionisants, bruit, etc.

LES «RISQUES PSYCHOSOCIAUX» ? On range sous ce terme général les risques relevant des attributions du CHSCT, qui ne sont pas des risques industriels classiques, par exemple : risque de suicide, violences, souffrance au travail, pression, stress, harcèlement sexuel, harcèlement moral, etc. Et ils ne manquent pas chez Besins : viol collectif avec violences, proxénétisme, racolage actif, agressions sexuelles, agressions sexuelles collectives avec circonstances aggravantes, vols de médicaments Besins et revente, vols de matériels de l'entreprise, ventes de contrefaçons, rumeurs anti-juives et anti-maçonniques avec auteur identifié, insultes raciales, coups et blessures, attentats à la pudeur, trafics de drogue (5 réseaux), etc.

La direction de Besins réagit en licenciant les victimes et les témoins. Besins, en connaissance de cause, donne de la promotion aux malfaiteurs.

MAIS QUE FONT DONC LES SYNDICATS ? En direction des autorités et instances extérieures, (Inspection du Travail, Service de Prévention de la Caisse Régionale d'Assurance Maladie, Service Entreprises de Médecine du Travail, assistance sociale de la Médecine du Travail, psychosociologie de la Médecine du Travail, assistante sociale du CE, expert-comptable du CE, expert du CHSCT, Commissariat de Police de Montrouge, association Harcèlement Moral Stop), leurs réactions sont professionnelles, donc bonnes.

L'inspectrice du Travail a fait un signalement à la Procureure de la République ; la Procureure a ordonné une enquête préliminaire, enquête menée en ce moment par une lieutenant de police du Commissariat de Police de Montrouge.

En direction, prioritairement, des salariés, l'intersyndicale informe par écrit tous les salariés de l'ensemble du problème des risques psychosociaux ; en effet, en raison de la loi du silence, chaque salarié, qui n'a qu'une vision partielle de ce qui se passe, ne ressent pas l'ensemble comme un système.

Le 12 septembre 2007

Intersyndicale
CFDT-CFTC-CNT-FO-SUD
des Laboratoires Besins International



TOUS AUX CÔTÉS DES VICTIMES DE L'AMIANTE ! TOUS À LA MANIF DU 13 OCTOBRE À PARIS !

Le samedi 13 octobre, l'Andeva et la Fnath organisent à Paris un manifestation nationale des victimes de l'amiante, comme chaque année à l'automne depuis 2005. La réparation intégrale pour les victimes, le suivi médical et la pré-retraite pour tous les contaminés, et encore moins la condamnation des coupables et responsables ne sont encore acquis.

LES VICTIMES DE L'AMIANTE, C'EST LA CLASSE OUVRIÈRE ! Le nombre de morts et de blessés de l'amiante continue d'augmenter chaque année, bien que le commerce et l'utilisation de ce dangereux matériau aient été gelés il y a 10 ans. C'est que le temps de latence entre la contamination et ses effets est très long - jusqu'à 40 ans ou plus -, une véritable aubaine pour les patrons qui ont pu envoyer des travailleurs à la mort et engranger des profits pendant près d'un siècle en toute impunité. Le scandale de «l'air contaminé» a jeté une lumière crue sur la réalité de la situation ouvrière : la difficulté de gagner sa vie, c'est aussi, souvent, la difficulté de ne pas gagner sa mort. Le capitalisme est basé sur l'ignorance, l'obéissance et la désunion des travailleurs. Nous n'avons pas d'autre choix que de nous unir, de nous battre. De nous organiser, en particulier politiquement !

LA «DÉMOCRATIE» ET LE «CONTRÔLE» SONT DES IMPASSES ! Le scandale de l'amiante a éclaté dans les années 1970 - dans l'après 1968 - grâce à la rencontre des chercheurs de Jussieu et des ouvriers d'Amisol près de Clermont-Ferrand. Il ressurgit dans les années 1990, avec l'arrivée en masse des victimes, et la création de l'Andeva. Que s'est-il passé pendant 20 ans ? Deux décennies pendant lesquelles l'utilisation de l'amiante a battu des records. Ce fut les années «de Gauche», celles du CPA - comité permanent amiante - où siégeaient les représentants des syndicats et qui étudiait l'impossible «usage contrôlé». La politique de la négociation et du contrôle sont des impasses mortelles, nous ne devons jamais oublier cette leçon.

LE CRIME EST DÉNONCÉ MAIS L'IMPUNITÉ CONTINUE ! Cette année, des vents politiques soufflent, qui sont contraires à notre lutte. Une réparation plus juste des maladies et accidents du travail ? Une Sécu qui rembourse intégralement ? Une condamnation au pénal de la voyoucratie patronale ? Des retraites anticipées pour ceux qui, à cause de leurs conditions de travail, meurent plus jeunes ? Ce n'est pas la tendance, actuellement ! De Jospin s'engageant à Barcelone en 2000 à retarder de 5 ans l'âge de départ réel à la retraite, à Sarkozy déclarant le 30 août dernier «On ne peut continuer à mener aux entrepreneurs une guerre judiciaire sans merci», le combat des victimes de l'amiante est bien le fer de lance de toutes les victimes du travail mais il va à l'encontre des intérêts du capitalisme.

ON NE NÉGOCIE PAS LE NOMBRE DE MORTS ! La confédération CGT a appelé à participer à la manifestation des victimes de l'amiante, mais en élargissant beaucoup le champ des revendications : «reconnaissance dans tous les régimes d'un droit à départ anticipé en retraite pour les salariés qui ont exercé des travaux pénibles», «un nouveau financement» pour les retraites, «la réforme des régimes spéciaux» n'est pas «la solution», etc. Des centaines de milliers de travailleurs en France continuent à travailler au contact direct de l'amiante, sans protection suffisante ou sans protection du tout, surtout dans le bâtiment. Mais l'amiante n'est pas une «pénibilité» à négocier ! Encore moins l'objet d'un éventuel compromis : abandon des régimes spéciaux de retraites, collectifs, contre la reconnaissance de la pénibilité au cas par cas...

**NOS PÈRES, NOS MARIS, NOS CAMARADES SONT MORTS !
JUSTICE POUR LES VICTIMES DE L'AMIANTE !**

OCTOBRE 2007 - 8

Immigration

Pourquoi tant de lois ?

Les députés ont voté la loi Hortefeux le 19 septembre ; elle passera bientôt au Sénat. Son but, selon le gouvernement, est de lutter contre « l'immigration subie » en limitant encore les possibilités de regroupement familial. Mais pourquoi faire une nouvelle loi alors que les lois et décrets répressifs ne manquent pas ? Alors que l'on sait qu'on ne peut empêcher quiconque de circuler quant il a faim ou quand les guerres et les catastrophes l'y poussent.

CETTE LOI SERT DE LEURRE.

La nouveauté c'est le test ADN. Or, au final, selon France Terre d'Asile, « cette loi aura pour effet de réduire de quelques centaines le nombre déjà ridiculement faible des bénéficiaires du regroupement familial (9 000 adultes en 2006) ». Quant au « contrat d'accueil et d'intégration », « Il désigne l'étranger comme un mauvais parent et la suspension des allocations familiales n'est qu'une mesure répressive symbolique supplémentaire qui a de grande chance de ne s'appliquer qu'à une poignée de personnes ».

C'est aussi un leurre car Sarkozy, et son Ministre Hortefeux, ne sont pas contre l'immigration. Ils veulent « choisir » les immigrés : « trier, choisir, critères, sélection, des mots qui résonnaient déjà il y a 200 ans dans l'enfer des marchés aux esclaves de Gorée au Sénégal » (1) Ils parlent même de quotas par pays. Ils veulent des immigrés « utiles » et flexibles : retour au

pays obligatoire en fin de contrat. Sans compter le « coût » de la main-d'œuvre : « l'immigration est encore fructueuse dans la mesure où elle permet d'économiser une partie des frais d'éducation assumée dans le pays d'origine... Les immigrés apportent souvent plus en cotisations qu'ils ne perçoivent en prestations », nous disait déjà la revue patronale *L'usine nouvelle* dans les années 1980. Ce qu'ils veulent est clair : des travailleurs immigrés pour servir l'économie, qui la ferment, qui vivent chichement et qui ne coûtent pas cher. Seulement voilà, ils résistent !

CLANDESTINS POUR TRAVAILLER PLUS ET GAGNER MOINS.

Cela fait des années que les gouvernements de droite, comme de gauche, votent des lois (2) qui maintiennent ou poussent à la clandestinité les sans-papiers. Les obligeant à accepter les boulots durs, mal payés, où les heures supplémentaires ne sont parfois pas payées. Les récentes luttes des salariés des chantiers navals de St Nazaire, de la blanchisserie industrielle Modelux dans le 91, de la société de sécurité OSP dans le 95, de l'entrepôt Paris-Strore à Thiais dans le 94, de l'abattoir Cooperl à Montfort-sur-Meu en Bretagne, du restaurant Buffalo-Grill à Viry-Chatillon dans le 91, de l'entreprise métallurgique Métalcouleur à Bonneuil dans le 94 ont démontré et révélé comment les patrons se servent de la clandestinité pour en « demander toujours plus » aux travailleurs, menaçant de les dénoncer à la police. Cette clandestinité contrainte leur permet de baisser les salaires, de dégrader les conditions de tra-

vail et est nuisible à tous les salariés au final.

Avec cette nouvelle loi, le gouvernement, par sa publicité démagogique vise à montrer du doigt les travailleurs immigrés et leurs familles comme « les responsables de tous les problèmes » du chômage, de la délinquance, du mal-vivre des quartiers. Elle vise une fois de plus à les désigner comme boucs émissaires et à flatter les réflexes racistes et xénophobes afin d'exacerber les divisions parmi ceux qui souffrent de cette société capitaliste.

- Stop à cet esclavage moderne !
- Régularisation de tous les sans-papiers !
- Pour l'égalité complète en droits !

Alexandra

1) voir en encart l'extrait du tract de soutien aux sans papiers de l'Union nationale CGT-Cegelec.

2) Les dernières en dates : Le 26 novembre 2003, loi sur l'immigration. Le 10 décembre 2005, loi sur le droit d'asile, le 24 juillet 2004 c'est le Cesda. (Code de l'Entrée et du Séjour des Etrangers en France et du droit d'Asile). C'est principalement le regroupement familial qui est visé mais aussi le droit d'asile. Décret du 17 mars 2005 et 8 décembre 2006, circulaire du 17 janvier 2006, 27 décembre 2006 et 22 février 2007, arrêté du 28 septembre 2006.

RALEURS !

Le jeudi 27 septembre, une trentaine de militants du Réseau d'Alerte et de Lutte

contre l'Exploitation des Sans papiers (RALE) ont occupé pendant quatre heures les locaux de la Fédération Française du Bâtiment afin d'exiger que la FFB condamne les rafles qui s'opèrent contre les sans-papiers sur les chantiers et fasse pression sur Sarkozy et son gouvernement pour la régularisation des sans-papiers.

Le secrétaire général de la FFB a nié que la réunion du 7 juin dernier avec Brice Hortefeux, réunissant une vingtaine de fédérations professionnelles, ait porté sur la politique de l'immigration choisie, et démenti les propos de M. Baffy président de la FFB sur une application soi-disant tardive de la dernière loi Sarkozy. Il n'a souhaité donner aucune réponse à nos interrogations sur le questionnaire diffusé par le Ministère de l'Immigration et de l'Identité Nationale auprès des fédérations pour évaluer les quotas de recrutement, et a déclaré que ses adhérents sont sensibilisés au travail au noir, et n'embauchent pas de sans-papiers. A l'évocation du problème de la sous-traitance en cascade, le représentant de la FBB a répondu que c'est légal, sachant pertinemment que le patronat en tire bénéfice au détriment des sans-papiers.

Après une longue discussion de deux heures, le RALE était plus que jamais convaincu que le patronat veut maintenir une main-d'œuvre corvéable à merci.

Sans-papiers

Déclaration de l'Union Nationale CGT-Cegelec (extraits)

Nouveau soutien aux sans-papiers

« ... La situation des sans papiers s'aggrave de jour en jour, le ministre chargé de la «solution expulsable» vient de communiquer le renvoi des 6000 sans papiers par la seule compagnie Air France depuis le début 2007... »

L'Union Nationale des syndicats CGT de Cegelec et filiales réitère son complet soutien à la lutte des sans-papiers et exige la régularisation de toutes et tous, sans cas par cas, il s'agit d'une position unanime de tous nos syndicats.

On nous parle désormais d'immigration économique, c'est-à-dire la volonté du grand patronat, le véritable chef d'orchestre de cette symphonie barbare de l'Etat Français, de «trier», de «choisir» suivant des critères de «sélection»... celui qui «entrera» ou n'«entrera» pas dans le système économique européen, qu'on pourrait appeler le «Schengen Works Management».

On ne peut «accueillir toute la misère du monde», mais on peut piller et voler, il suffit de se repentir quelques siècles plus tard et de donner une retraite égalitaire aux anciens combattants ! (juste mais trop tard). Et dire qu'ils ont osé fabriquer une journée de souvenir des marchés d'esclaves de Gorée au Sénégal ! (20 millions de morts).

Nous ne pouvons oublier les martyrs de l'esclavage, le sacrifice des tirailleurs, le courage de ces ouvriers du BTP et des chaînes de productions devenus Chibanis, tous faisaient partis de notre Classe, celle des Exploités, celle de la Classe Ouvrière.

Nous ne pouvons nous taire et rappeler que sans l'exploitation des hommes, sans le pillage des richesses, et sans l'accaparement des cerveaux, dans les pays d'où viennent les sans-papiers que l'Etat veut aujourd'hui expulser, la France ne serait rien ou pas grand-chose.

Ce ne sont ni les employés, ni les ouvriers qui créent la misère humaine, ce sont les valets du capitalisme, de la re-mondialisation, du néo-colonialisme et du libéralisme (FMI-OMC-BM) . Nous ne pouvons plus accepter cette division, cette mise en concurrence, ce racisme et cette xénophobie. Nous ne sommes pas sans-papiers, mais les sans-papiers sont partie intégrante de notre classe. Laisserons-nous longtemps un état, un gouvernement, des petits fonctionnaires aux ordres... battre, arrêter, expulser et parfois même assassiner nos frères de classe ? L'Union Nationale des syndicats CGT de Cegelec et filiales refuse cette sorte de fuite en avant, cette division, cette haine, ce racisme, elle exige le respect de la dignité humaine et l'arrêt des expulsions, elle exige la régularisation de tous les sans-papiers...

Nous appelons tous les syndicats de classe et de masse à investir la citadelle réactionnaire, en interpellant tous les mauvais acteurs de cette comédie inhumaine, et tous les protagonistes de cette «chasse à l'étranger», nous appelons à entrer en **résistance active** face aux exigences des donneurs d'ordres de l'«Etat impérialiste des multinationales». Sans cela, sans cette Résistance active, nous serons les prochaines victimes de cette chasse à «l'homme» !

CGT Cegelec : Zone Industrielle
Artois-Flandres 62092 HAISNES
Tel-fax : 03-21-77-74-47
Email : Cgtcegelec62@voila.fr



Dans la foulée de ses 4,08% aux présidentielles, la LCR veut «construire un nouveau parti». Un communiqué de l'AFP, à ce sujet, mérite d'être lu attentivement, d'autant qu'il est reproduit intégralement sur le site de la Ligue.

Besancenot : 'Construire un nouveau parti' ?

Paris, 24 août 2007 (AFP). Olivier Besancenot a affirmé vendredi à l'AFP que la LCR aurait vocation à disparaître si elle parvenait à «construire un nouveau parti anti-capitaliste», précisant qu'il ne s'agissait pas de «supprimer» la formation trotskiste tant que cet objectif n'était pas atteint. «Je n'appelle pas à supprimer la LCR, je n'appelle pas à détruire mais à construire un nouveau parti anti-capitaliste... explique-t-il. L'idée est un dépassement de la LCR», selon lui. Sous la manchette «Besancenot veut supprimer la LCR», *Le Parisien* a publié... une interview du porte-parole de la LCR dans laquelle il affirme sa volonté de construire un nouveau parti. Dès après l'élection présidentielle dans laquelle M. Besancenot avait obtenu un score honorable (4%), l'organisation trotskiste avait annoncé sa volonté de construire une nouvelle formation sous sa houlette. Le nouveau parti pourrait voir le jour dans un an : «L'idée sera débattue lors de l'université d'été de la LCR» ce week-end à Port-Leucate (Aude) et «au Congrès de la Ligue en décembre», a précisé M. Besancenot à l'AFP. «Les échéances municipales seront une étape importante pour élargir nos horizons et après ces élections, on voudrait aboutir à la constitution de ce nouveau parti», dit-il. La nouvelle formation «doit être suffisamment vierge politiquement pour que d'autres horizons puissent s'agréger», affirme le jeune postier. «L'idée est de ne pas construire un nouveau parti trotskiste», mais «un parti anti-capitaliste pour tous ceux qui veulent construire autre chose que le capitalisme», explique-t-il.

UN PARTI ? Un parti «pour construire autre chose que le capitalisme», nous sommes d'accord ! Cet objectif est au cœur de notre lutte politique quotidienne, à VP-Partisan. Car, plus encore que d'un syndicat de lutte et de classe, nous avons besoin aussi d'un parti pour contrer le pouvoir actuel de la bourgeoisie et pour instaurer le pouvoir de la classe ouvrière ! Besancenot nous tend la main ! Il n'est pas sectaire, il sait que la LCR – comme VP-Partisan et d'autres organisations – n'est pas le parti, mais, au mieux, une pierre de la future «construction».

QUEL PARTI ? Pourtant, soyons francs, nous pensons que le projet de la LCR à l'avenir, à court ou à moyen terme, d'un château de sable. D'abord, on est tout de suite gêné par des formules vagues. «Un nouveau parti anti-capitaliste» : pourquoi pas «un nouveau parti communiste» ? Car le problème du parti de la classe ouvrière en France, c'est celui de la trahison du communisme par le parti qui se réclamait du communisme, et qui avait la confiance de la classe ouvrière. Il faut donc recréer un communisme révolutionnaire, il faut se fonder à nouveau sur Marx et Lénine (c'est pourquoi VP se déclare communiste marxiste-léniniste).

Or la LCR a abandonné, il n'y a pas si longtemps, une notion – peut-être LA notion fondamentale – de Marx, la dictature du prolétariat, c'est-à-dire le pouvoir de la classe ouvrière. Olivier Besancenot parle de «changement d'appellation» (dans *Le Parisien* du 24 août) et de «parti anti-capitaliste». Au lieu de revenir aux ouvriers, et au véritable communisme, qui est révolutionnaire, il s'agit donc d'abandonner aussi le C et le R ? Ce serait vraiment construire sur du sable...

UN PARTI POUR QUI, POURQUOI ? Cette volonté d'être «vierge politiquement» a pour but de permettre «que d'autres horizons puissent s'agréger». Il est vrai, nous venons de le rappeler, que le futur parti communiste révolutionnaire regroupera des militants qui sont aujourd'hui à la LCR, à LO, à VP, etc. ou simplement à la CGT, à SUD, etc. ou nulle part. Mais si Olivier Besancenot escamote la référence au communisme, il escamote aussi la référence à la classe ouvrière. A aucun moment il ne dit : parti de la classe ouvrière ou même parti pour les travailleurs. Au lieu de cela, il «élargit (ses) horizons»... d'élection en élection. Les présidentielles ont élargi l'horizon de la LCR, et les élections municipales de mars 2008 «seront une étape importante pour élargir nos horizons».

Non, les élections ne sont pas le terrain privilégié sur lequel construire. Au mieux, une tribune pour se faire entendre. C'est le terrain politique de la bourgeoisie, basé sur la délégation, la passivité, et la démarche individuelle. C'est aussi la course aux fauteuils et aux postes de gestionnaires des affaires générales du capitalisme. Le terrain privilégié des luttes politiques qui élargissent notre

horizon à nous, c'est «la rue» ! Dernier exemple en date : la lutte contre le CPE.

D'ordinaire, la LCR n'ignore pas le «pouvoir de la rue», elle se pose même en rassembleuse de «toutes les luttes». Quoique au sens de luttes syndicales, et de luttes de toutes les catégories de travailleurs, sans distinction entre ouvriers, employés, ou petite-bourgeoisie et couches moyennes.

UN PARTI POUR LA CLASSE OUVRIÈRE !

Alors, oui, reconstruire un parti communiste de la classe ouvrière est urgent, on le vit d'autant plus quand on voit la bourgeoisie à l'offensive avec Sarkozy. Mais construisons sur des bases solides. Pour un parti de combat, pas pour les politiciens arrivistes. Pour un parti de classe, unifier les militants ouvriers et employés, et les intellectuels qui partagent l'idéologie et la politique de la classe ouvrière. Et ce futur parti communiste, riches de deux siècles de révolutions, d'expériences extraordinaires mais aussi d'échecs historiques, ne peut pas être et ne sera pas «vierge politiquement».

Oui au parti, non au château de sable !

USA GENERAL MOTORS

Lundi 24 septembre 2007, 73 000 ouvriers, dans 82 usines General Motors, se mettent en grève. Pour la première fois depuis 1976, le syndicat (UAW, United Auto Workers) et la direction n'avaient pas pu se mettre d'accord sur un contrat de travail pluriannuel. En cause : la mise en place d'un fonds pour couvrir les dépenses de santé des retraités, l'évolution de la couverture santé des actifs, et celle des emplois et des salaires. Car les cotisations maladie et retraite versées sont gérées, aux USA, par l'entreprise.

GM menaçait, si la grève durait, d'accélérer les fermetures d'usines et les délocalisations, déjà à l'oeuvre depuis quelques années. Ron Gettelfinger, le président d'UAW, se plaignait d'avoir déjà eu à faire beaucoup de concessions depuis trois ans, en particulier sur la couverture santé et les pré-retraites.

La grève n'a duré que deux jours. L'accord conclu pourrait se résumer en deux points essentiels : «maintien du niveau actuel de l'emploi aux Etats-Unis pour la durée du contrat», soit trois ans, contre le gel des salaires, compensé par une prime annuelle de 5 à 4% du salaire. Les pré-retraites seront accélérées, facilitant l'embauche de jeunes moins bien payés. Et – point de l'accord tout à fait remarquable – la direction versera 36 milliards de dollars au syndicat, soit près des 2/3 de la caisse de retraites, lui confiant la gestion des pensions et de la couverture santé des retraités.

Négocier, organiser un mouvement pour appuyer la négociation, faire des concessions, et gérer les caisses : voilà un type de syndicalisme «d'accompagnement» qui ne nous est pas si étranger !

★ AGENDA 215

• 13/10 : MANIFESTATION NATIONALE DES VICTIMES DE L'AMIANTE ET DES VICTIMES DU TRAVAIL

... élargi cette année à la lutte contre les franchises médicales et pour l'accès aux soins pour toutes et tous.
• 14 heures, place Raoul-Dautry, Métro Montparnasse

• 18 OCTOBRE : MOBILISATION NATIONALE

• 27/10 : RASSEMBLEMENT DES «VÉTÉRANS» VICTIMES DU NUCLÉAIRE

• De 10 à 11 heures devant l'Assemblée Nationale pour que les victimes des essais nucléaires soient reconnues

• 20/10 : MANIF IMMIGRATION

• 3/10 : RÉUNION PUBLIQUE : 90^È ANNIVERSAIRE DE LA RÉVOLUTION D'OCTOBRE 1917

• De 14 à 18 heures. A l'initiative du Comité National pour l'unification du mouvement communiste en France (CNU). Salle Diaconesses Tourelle A, 18 rue du Sergent Bauchat, 75012 Paris. Métro Nation ou Mongallet
• • • L'OCML-Voie Proletarienne y interviendra

• FILMS

• Les LIP, l'imagination au pouvoir, de Christian Rouaud. Une des plus importantes grèves ouvrières de l'après 68 dans l'usine Horlogère LIP à Besançon.
• Le dos au mur, une grève tenace et pleine d'initiatives à l'usine Alstom de Saint-Ouen (93), en 1979. Dispo en DVD aux éditions Scope.
• La question humaine réalisée par Nicolas Klotz. Le réalisateur a voulu montrer «le monde des riches, celui des cadres de la machine libérale la plus performante.»

• EXPOS

• La Commune de 1871 à Vitry : jusqu'au 20 octobre. Hôtel de Ville de Vitry, 2 avenue Youri-Gagarine
• Gustave Courbet au Grand Palais à Paris
Du 13 octobre 2007 au 28 janvier 2008. Peintre réaliste, artiste majeur du XIX^e siècle, membre de la Commune de 1871

REVOLUTION 1917
D'OCTOBRE 2007

ANNIV. DE L'ÉCLAIRE

SAMEDI 3 NOVEMBRE

de 14h à 19h



Interventions
sur les enseignements
de la Révolution
d'Octobre
Débat
Film documentaire
L'ère soviétique
L'ère américaine

Diaconesses Tourelle A
18 rue du Sergent Bauchat
75012 PARIS
Métro Nation ou Mongallet

CNU

COMITÉ NATIONAL POUR L'UNIFICATION
DU MOUVEMENT COMMUNISTE EN FRANCE
cnu.cnu@laposte.net

Endormi parce qu'il
a oublié Partisan
à la maison...



ABONNEZ-VOUS À Partisan

DIFFUSEZ Partisan

LISEZ Partisan

Comme chaque été, nous avons organisé un stage de débats politiques. Temps fort de la vie de Voie Proletarienne-Partisan, ce stage est l'occasion de discuter ensemble de sujets d'actualité ou de grands thèmes traversant la société. Cet été, quatre sujets ont été en débat : Lutte pour les salaires et lutte politique; Venezuela : quelle révolution ? Ecologie, environnement et capitalisme; Elections, démocratie et lutte de classe. Ce stage permet à tous de faire avancer notre réflexion. Notre but est d'apporter des analyses aux participants, d'échanger nos expériences, mais également d'enrichir les points de vue de notre organisation. Nous avons interrogé un des animateurs du débat sur l'écologie. Le comité de rédaction

AU STAGE D'ÉTÉ 2007 DE VP-PARTISAN

Trois angles d'attaque avaient été choisis à ce stage : les OGM, les problèmes énergétiques et le réchauffement climatique. La présentation a mis en avant quelques données sur le réchauffement climatique et les menaces catastrophiques qui pèsent sur l'humanité entière du fait de la dépense excessive de combustibles fossiles non-renouvelables (charbon, pétrole, gaz) eu égard aux capacités d'absorption de la Terre. Sur les OGM, l'accent a été mis sur l'utilisation de la science par les semenciers à leurs fins d'appropriation du vivant (manifestant une nouvelle fois les conséquences de la coupure entre production collective et appropriation individuelle qui fonde le capitalisme).

ECOLOGIE ET CAPITALISME. Mais il est évidemment impossible de parler des problèmes écologiques (nombreux et profonds) sans mettre en cause le type de développement de la société, en un mot le capitalisme. Alors que cela nous apparaît comme une évidence, finalement peu parmi les

organisations politiques expliquent cette relation comme organique, indissociable. Dire que le capitalisme est le responsable essentiel des catastrophes écologiques en cours ou à venir, c'est poser la nécessité de sa critique et de son renversement pour un autre type de développement, où l'homme et la nature serait au centre et non le profit. Même une grande partie des altermondialistes rêve d'une autre société, mais ne remet pas en cause la façon dont les marchandises (qu'ils critiquent) sont produites. Pour résumer, ils se placent du point de vue du consommateur, qui subit les pollutions et les conséquences du réchauffement climatique. Non du point de vue du producteur qui peut faire le lien entre la façon de produire et de consommer. De nos débats ressortent quatre remarques importantes :

- **L'évolution, une nécessité.** Nous devons nous démarquer des experts scientifiques "neutres" et des conservateurs de tout poil. L'histoire de l'humanité est celle de ses rapports de transformation de la nature. D'une manière générale, les "équilibres naturels" ne sont jamais stables et évoluent nécessairement avec le temps. L'évolution n'a jamais été pure ni "naturelle", de grands cataclysmes sont venus la perturber "naturellement" (météorites, volcans, déplacement des plaques continentales...) et s'il n'y avait pas eu tout cela, il n'y aurait pas eu de vie possible sur Terre ! Les villes, les campagnes, les milieux marins, tout est aujourd'hui modifié par l'activité humaine. La nouveauté, même par rapport aux siècles passés et aux temps géologiques, c'est l'ampleur et la profondeur destructrice de l'empreinte écologique désastreuse laissée par l'activité humaine sous le règne capitaliste. Ça ne peut plus durer, mais il ne s'agit pas de rêver retourner à l'âge de pierre. Il s'agit que la société humaine, ses classes les plus nombreuses et exploitées, trouvent un mode de développement qui les libèrent au lieu de les écraser. La transformation de la nature n'est qu'un moyen, ce n'est pas le but profond. Le but, c'est une vie humaine riche de toutes ses potentialités individuelles et collectives.

- **Les pauvres seront les derniers.** On nous serine (Al Gore par exemple, l'ancien vice-président américain, qui mène bataille contre le réchauffement climatique, dans le cadre du capitalisme bien sûr) que nous sommes tous embarqués dans la même galère, celle du développement humain (tel que le capitalisme le mène). Mais c'est faire peu de cas de siècles d'accumulation basés sur le pillage et l'exploitation. Les menaces, comme les accidents climatiques plus violents et fréquents, et donc les difficultés agricoles et d'accès aux conditions élémentaires de vie pèseront davantage sur le sort

des plus démunis (peuples, et classes exploités dans chaque pays) bien que les problèmes soient globaux (qu'on se souvienne de Bhopal et de Tchernobyl).

- **Continuer comme avant.** Le monde capitaliste fourmille actuellement de solutions de bricolage pour trouver de l'intérieur des voies d'issue à ses propres égarements meurtriers : bio-carburants, nucléaire, nano-technologies, piles à combustible, développement durable. Tous ces éléments de réponse s'intègrent dans une démarche qui vise à ce que tout continue le plus possible comme avant : les sources d'énergie, les productions et les façons de produire. Là encore, aucune neutralité. Etats et monopoles travaillent main dans la main pour que les solutions adoptées conservent profits, pillage et exploitation.

- **Ecologie et lutte pour le socialisme.** La lutte sur les questions écologiques, telle que nous la concevons, est donc éminemment politique. Les travailleurs doivent s'emparer et ne pas laisser la petite-bourgeoisie urbaine radicalisée avoir le monopole des analyses et des solutions. Le lien avec la lutte générale contre le capitalisme est tellement essentiel que nous devons prendre en charge ces analyses et proposer des solutions en lien avec la perspective globale de renversement de la société comme seule solution efficace. Et cela sans attendre. Par exemple lors de la grande-messe de Grenelle, démasquons les fausses solutions qui laissent intactes les vrais rouages des problèmes. Ne restons pas en dehors de ces débats, menons-les en avançant nos axes de solution, même encore limités.

Militant VP

À COMMANDER À NOTRE BOITE POSTALE

Le 17 octobre 1961

Un CRIME

DE L'ÉTAT FRANÇAIS

Une brochure **Partisan** **1.5 euro**

cine

Sicko, le nouveau film de Michael Moore

LE CAPITALISME UN SYSTÈME MALADE ET INDÉCENT



Le nouveau film de Michael Moore, **Sicko** («Malade» en version sous-titrée), commence à être diffusé en France. Après avoir traité du phénomène de la violence (avec *Bowling for Columbine*) et des attentats du 11 septembre 2001 (*Fahrenheit 9/11*), le controversé réalisateur s'attaque maintenant à la question des soins de santé aux États-Unis, qu'il aborde toutefois de manière assez universelle en évoquant la contradiction, évidente et révoltante tout à la fois, entre le droit du peuple à la santé et le caractère privé de la propriété et de la gestion des services de santé dans ce pays qui se targue pourtant d'être le plus avancé au monde.

Lorsqu'il a décidé de consacrer son prochain film à ce problème, Michael Moore a utilisé son immense notoriété pour lancer un appel, sur son site web personnel, pour que les gens lui envoient le récit de leurs «histoires d'horreur» avec les compagnies d'assurance. En moins de 24 heures, il a ainsi reçu pas moins de 5 700 courriels... Une semaine plus tard, ce sont 25 000 personnes qui l'avaient contacté pour lui raconter leurs histoires. C'est à partir de ces «matériaux vivants» (dont certains sont toutefois décédés, entre-temps...) qu'il a constitué la trame de son film.

C'est ainsi que le cinéaste nous présente le témoignage d'un homme ayant perdu deux doigts suite à un accident, qui a dû choisir lequel des deux il allait se faire greffer... L'assureur ne couvrant pas tous les frais, la victime fut contrainte de payer de sa poche pour «récupérer» ses doigts: 60 000 \$ pour le majeur, 12 000 \$ pour l'annulaire! Tout bien considéré, l'homme a dû se résigner à choisir l'annulaire...

Un ex-enquêteur d'une compagnie d'assurance raconte quant à lui avoir été chargé de débutsquer les soi-disant «fausses déclarations» faites par les assurés au moment où ils et elles ont souscrit leur police. C'est que les assureurs dressent en effet une liste de maladies – voire de simples symptômes – dont les porteurs se voient automatiquement exclus de toute couverture. Dans son cas, la liste remplissait un document de 37 pages... L'idée, c'est que les compagnies d'assurance ne font jamais enquête lorsque quelqu'un souhaite acheter une couverture: elles sont alors bien trop contentes d'encaisser les primes que versent ces nouveaux clients. Ce n'est que lorsqu'une ou un assuré tombe malade (ou subit un accident) et présente une demande d'indemnisation que l'enquêteur entre en scène, en utilisant des méthodes qui, selon l'ex-enquêteur qui témoigne dans le film de Moore, s'apparentent aux méthodes d'investigation en matière criminelle. En gros, il s'agit de tout mettre en œuvre pour dénicher un motif qui justifiera de ne pas indemniser la victime (ex.: celle-ci souffre d'un cancer du poulmon mais elle n'a pas déclaré, quand elle s'est assurée, qu'elle avait déjà subi une fracture du tibia étant adolescente; or, selon les termes du contrat – évidemment

écrits en caractères si petits qu'ils sont pratiquement illisibles – l'omission de déclarer quelque passé médical donne le droit à l'assureur de résilier unilatéralement le contrat; ainsi, l'assureur refusera de payer les traitements requis pour soigner l'assuré). Le pire, c'est qu'une fois que l'assuré aura réussi à passer à travers les mailles du filet, il lui restera encore à obtenir l'approbation du médecin de l'assureur, qui jugera de la pertinence du traitement selon les «critères» (c'est-à-dire les économies à réaliser) évoqués plus haut...

Le capitalisme soucieux du bien commun ? Non seulement Sicko illustre les profondes injustices causées par ce système, mais il pointe également la responsabilité du gouvernement des États-Unis, ainsi que les liens étroits qui unissent la «classe politique» de ce pays aux grands bonzes des compagnies d'assurance, aux propriétaires des hôpitaux et cliniques privées, de même qu'aux puissantes compagnies pharmaceutiques. Il présente ainsi le cas d'un membre du Congrès, Billy Tauzin, devenu P.D.G. de la firme PhRMA (pour un salaire annuel de deux millions de dollars) après qu'il eut fait adopter un projet de loi favorisant les pharmaceutiques.

Moore plaide donc pour la mise en place d'un système de santé public, incluant une couverture universelle pour chaque citoyen et citoyenne des États-Unis. Son film présente dans l'ensemble un plaidoyer assez vibrant contre un système proprement inhumain, basé essentiellement sur la recherche du profit maximum. Le cinéaste s'appuie toutefois lourdement sur les systèmes de santé canadiens, français, britannique et cubain, qu'il présente indistinctement comme ayant un caractère public et qu'il compare avantageusement au système américain.

Malgré toutes ses bonnes intentions et l'impact souvent positif de son œuvre, Michael Moore reste enghé dans ses illusions, qu'il charrie d'ailleurs abondamment, sur le «patriotisme» et les «valeurs américaines», et sur la possibilité d'en arriver à un «capitalisme bon et soucieux du bien commun». Dans le cadre du capitalisme, la propriété publique reste soumise aux contraintes du marché et de la rentabilité du capital. Ce n'est donc pas tant le caractère public ou privé du système de santé qui sera, à cet égard, le plus déterminant, mais de savoir à quel type d'État on a affaire : un État bourgeois, qui vise à pérenniser la dictature du capital, ou un État prolétarien qui s'appuie en tout premier lieu sur le principe de «servir le peuple», comme ce fut le cas en Chine à l'époque de Mao (voir en page 6 de ce numéro).

Néanmoins, on peut croire que Sicko fera œuvre utile en éveillant le sentiment de révolte qui anime bien des gens, en redonnant le goût de se battre encore plus contre le capitalisme pour un système dans lequel l'être humain sera désormais considéré pour ce qu'il est, et non plus pour ce qu'il a dans les poches!

(Source : www.pcr-rep.ca, site du PCR canadien)

Courrier...

J'e lis toujours votre journal avec un vif intérêt. Dans vos derniers numéros j'ai notamment apprécié vos articles sur le Népal, sur la Chine ainsi que les textes de réflexion sur la théorie et la lutte révolutionnaire. Vos informations sur la vie culturelle (livres, cinéma,...) sont également intéressantes.

J'ai lu avec attention, dans le n° de juillet-août 2007, les raisons qui vous ont amené à ne pas rejoindre le CNU. Je partage pour une large part vos positions, notamment : * le CNU regroupe des organisations réformistes comme la Coordination communiste du Nord-Pas de Calais ; * l'examen critique de la politique durant la «période stalinienne» n'est pas à l'ordre du jour de la réflexion des organisations composant le CNU. Par ailleurs, comme vous l'exprimez justement, il est nécessaire de poursuivre les débats avec toute organisation qui a la volonté de contribuer à la re-fondation d'un Parti communiste authentique.

À la lecture de votre journal depuis plusieurs années, je n'ai pas de critique majeure à faire sur vos positions si ce n'est, lors des élections successives, votre appel constant à voter pour les candidats de Lutte Ouvrière. Votre réponse à cette critique émise par nombre de lecteurs ne me satisfait pas vraiment. Mais cela me paraît être plus une position tactique qu'un problème de fond.

Recevez, camarades, mes salutations communistes.

Birmanie

Alors que la classe dirigeante militarisée commençait à réprimer les manifestations populaires, le président américain George W. Bush annonçait de nouvelles sanctions ciblées contre des responsables de la junte birmane. De son côté, le président français Nicolas Sarkozy demandait aux sociétés françaises, dont Total, «de ne pas procéder à de «nouveaux» investissements». Et la presse de désigner, comme d'habitude, le bouc émissaire chinois, qui lui ne se prononcerait pas. Que nous cache pareilles déclarations «démocratiques»? Pareilles campagnes médiatiques ?

Pourquoi tant de bruit médiatique ?

LES MONOPLES TRANSNATIONAUX SE DISPUTENT SES RICHESSES. A l'ombre de la dictature militaire et de sanctions américaines et européennes limitées prise il y a 10 ans – auxquelles l'Etat français n'a pas cessé de s'opposer – d'importantes entreprises internationales se

disputer les ressources naturelles de ce pays, notamment le gaz. Par ordre d'importance, se sont les géants Chevron (Esso) (Etats-Unis), Total (France), Nippon Oil Corp. (Japon)... toujours actifs en Birmanie dont les rentes engraisent le régime. Au total, neuf compagnies étrangères se partagent 16 concessions terrestres d'exploration et d'exploitation du pétrole. Et en mer, neuf groupes (dont Total, Petronas, le Sud-Coréen Daewoo International, le Chinois Sinopec) explorent ou développent 29 concessions.

Outre le gaz, de nombreuses compagnies de Chine, d'Inde et de Thaïlande –grands voisins de la Birmanie– se disputent le teck et d'autres produits de la forêt, le jade et les pierres précieuses, ainsi que des produits textiles et agricoles.

PENDANT LA RÉPRESSION, LES AFFAIRES CONTINUENT.

Alors que les manifestations emmenées par les moines bouddhistes rassemblaient plusieurs milliers de personnes dans les rues, le ministre indien du Pétrole Murli Deora se trouvait dans la nouvelle capitale-bunker birmane de Naypyidaw pour y signer avec la junte un contrat au nom du groupe public ONGC Videsh, en vue d'exploiter trois concessions sous-marines.

«Ils financent la dictature», estime Marco Simons, directeur juridique de l'ONG américaine EarthRights International, présente en Thaïlande et à Washington. «Les sociétés pétrolières et gazières sont l'une des principales industries qui maintiennent le régime en place».

De fait, la Chine aussi - partenaire économique de la Birmanie - lorgne sur ses réserves de gaz et sa position stratégique. Selon des analystes, Pékin souhaiterait en effet construire gazoducs et oléoducs partant des ports birmans à destination du sud de la Chine pour faire transiter les hydrocarbures en provenance du Proche-Orient. L'Inde aussi a des intérêts bien compris en Birmanie.

CE QUE NOUS CACHENT LES MÉDIAS.

Les faits que 1) le pouvoir birman soit entrete nu et conforté par les monopoles transnationaux bien français ou bien américains; 2) ces monopoles préfèrent exploiter les matières premières et les hommes en toute tranquillité; 3) si la junte militaire birmane est discréditée, affaiblie et incapable de maintenir l'ordre, il vaudrait mieux changer de dictateurs; 4) il ne faut pas rater l'occasion, dans cette guerre économique pour contrôler le pays, de discréditer le ou les concurrents, notamment celui qui monte, le Chinois; 5) pouvoir démocratique ou dictatorial l'essentiel pour les rapaces de l'industrie et de la finance c'est de poursuivre leur insatiable course au profit maximum !

TOTAL ET L'ETAT FRANÇAIS

Total détient 51% du projet de Yadana qui achemine du gaz de champs offshore dans la mer Andaman vers des centrales électriques en Thaïlande. Le groupe français opère en partenariat avec une entreprise d'Etat birmane, une firme thaïlandaise et l'américaine Unocal rachetée par Chevron. L'appel de Nicolas Sarkozy au gel des investissements en Birmanie a à nouveau fait parler des activités de Total dans ce pays. Total a fait, ces dernières années, l'objet de plaintes de travailleurs birmans, notamment en France et en Belgique. En France, le groupe pétrolier a été accusé de travail forcé. La justice a reconnu, en juin 2006, ce type de pratique mais a conclu à un non-lieu pour des raisons de procédure.

Interrogé sur RMC, le Dr Sein Win, «Premier ministre» de l'opposition birmane en exil, a accusé Total de bénéficier d'une main d'œuvre forcée fournie par la junte militaire pour protéger le gazoduc de Yadana. «Bien sûr;

Total peut toujours dire qu'il n'utilise pas de main d'œuvre forcée. Mais l'armée le fait puisqu'elle protège l'entreprise Total», a dit le Dr Sein Win. Cet opposant était interrogé sur les conclusions en 2005 de l'actuel ministre français des Affaires étrangères Bernard Kouchner qui, au service du groupe Total comme «consultant privé», avait justifié la décision de Total d'opérer en Birmanie. «L'époque n'est plus au boycott ou à l'embargo, à l'efficacité limitée, dont ne souffrent que les plus pauvres», écrivait Kouchner dans ce rapport. Fin septembre, il s'est à nouveau prononcé contre un retrait de Total et a assuré que «les activités du groupe pétrolier français Total en Birmanie n'étaient pas contraires aux sanctions européennes décrétées contre ce pays».

AL

Deux livres à lire de Clements Alan, Birmanie TOTALitaire, éd. L'Esprit frappeur et Dossier Noir Birmanie, Editions Dagorno.

Déclaration (extrait)

'LA LIGUE INTERNATIONALE DE LUTTES DES PEUPLES APPUIE LE PEUPLE BIRMAN ET CONDAMNE LE REGIME MILITAIRE

La Ligue internationale des luttes des peuples (International League of Peoples' Struggle, ILPS) soutient la lutte démocratique du peuple de Birmanie et condamne la violente répression... Le peuple birman possède le droit absolu de renverser le régime militaire fasciste et d'établir un régime démocratique sous autorité civile. De plus, il a le droit de s'assurer que les puissances impérialistes ne profiteront pas de la situation pour faire valoir leurs intérêts étroits et égoïstes.

Les actions de masse en Birmanie ont débuté suite à la hausse de plus de 500% du prix de l'essence approuvée par le régime au profit des monopoles d'Etat du gaz et du pétrole et des compagnies pétrolières étrangères. Par la suite, le mouvement populaire s'est étendu à une vaste série de revendications. L'immense majorité du peuple birman vit dans la pauvreté, résultat de la corruption du régime militaire et de l'exploitation du pays par les monopoles étrangers. Le mouvement démocratique populaire s'est élargi au point de mobiliser les moines bouddhistes qui demeurent très respectés en Birmanie.

La Ligue internationale des luttes des peuples condamne les déclarations hypocrites de George W. Bush et des autres leaders des pays impérialistes. Dans les faits, ces pays n'ont jamais hésité à faire affaire avec le régime militaire birman; ce faisant, ils ont directement contribué à son maintien en place. Les hauts cris qu'ils émettent actuellement à propos de la démocratie sonnent creux, quand on sait que les compagnies états-uniennes arrivent au quatrième rang sur l'ensemble des investissements étrangers en Birmanie. La compagnie pétrolière américaine Unocal est actuellement la plus importante compagnie étrangère installée dans ce pays. D'autres compagnies telles Texaco inc. et Atlantic Richfield Co. des Etats-Unis, la multinationale Total de France, de même que la Premier Oil britannique poursuivent leurs en Birmanie...

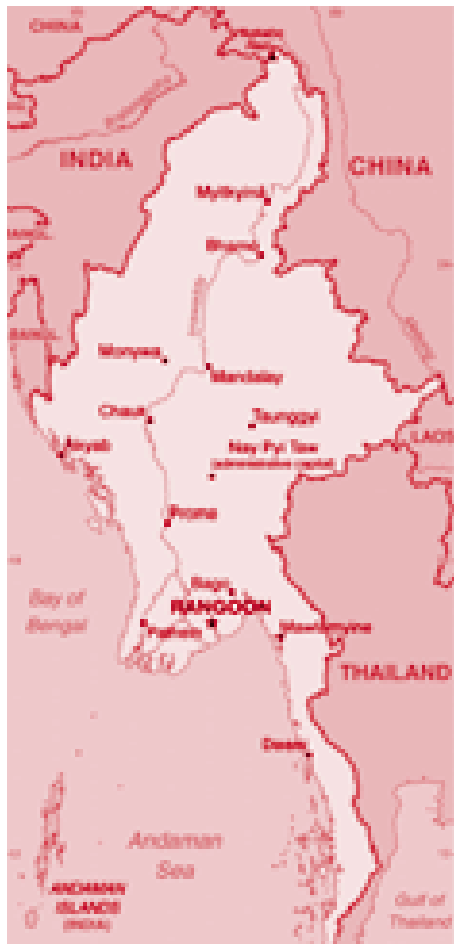
De toutes manières, qu'y a-t-il de plus antidémocratique que l'imposition par le régime Bush de régimes pantin dépourvus de quelque soutien populaire que ce soit, comme c'est présentement le cas en Irak et en Afghanistan? Dans sa propre arrière-cour, la police vient d'attaquer et d'arrêter pas moins de 200 personnes lors de la manifestation anti-guerre tenue le 15 septembre à Washington...

Ce que les Etats-Unis et les autres puissances impérialistes recherchent d'abord et avant tout en Birmanie, c'est la stabilité. Peu importe, pour elles, que cette stabilité soit assurée par une dictature fasciste ou dans le cadre d'une démocratie bourgeoise: un environnement stable qui favorise les investissements des capitalistes monopolistes étrangers est ce qui importe le plus. Voilà pourquoi les puissances impérialistes et leurs marionnettes s'opposent aux revendications populaires pour la libération nationale, la démocratie, la justice sociale, le développement et la paix...

Nous demeurons pleinement solidaires de la lutte du peuple birman pour la libération nationale, la démocratie et un avenir authentiquement socialiste. »

Cette déclaration a été signée par José-Maria Sison, Président du Comité international de coordination de la Ligue internationale des luttes des peuples. Le 28 septembre 2007

★ RETROUVEZ NOTRE AGENDA EN PAGE 10



PARTISAN SUR LE NET →

vp-partisan.org

PARTISAN CONTACT →

contact@vp-partisan.org

Voie Prolétarienne · BP 48 · 93802 Épinay-sur-Seine cedex

Sommaire 215

ÉDITO CONTRE LES ' RÉFORMES ' DE SARKOZY	2
RÉVOLUTION D'OCTOBRE 1917 90 ^e ANNIVERSAIRE	3
PSA-CITROËN STREIFF PARLE	4
VIE ET LUTTES OUVRIÈRES RUSSIE · FORUM SYNDICAL	5
LE SOCIALISME SEUL GARANT DU DROIT À LA SANTÉ	6
NUCLÉAIRE, AMIANTE,... À VOTRE SANTÉ !	7
RÉPRESSION MARINA PETRELLA	8
IMMIGRATION POURQUOI TANT DE LOIS ?	9
BESANCENOT UN NOUVEAU PARTI ?	10
PARTISAN STAGE D'ÉTÉ · CINÉMA SICKO, DE MICHAEL MOORE	11

Parution du numéro 216 vers le 14 novembre. Date limite pour envoyer vos articles : 4 novembre